COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° 56 (10 FRS)

15 FÉVRIER 1995

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

AVANT LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

COMBATTRE ET VAINCRE LE GOUVERNEMENT RPR-UDF, LE GOUVERNEMENT BALLADUR, RESTE POSSIBLE

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : CONFLITS DANS LA "MAJORITÉ"

Le 18 janvier, Édouard Balladur annonçait officiellement une candidature que tout le monde savait certaine depuis plusieurs mois. D'emblée, le premier ministre, membre du RPR, précisait : *«Je ne suis pas le candidat d'un parti»*. C'est là la formule traditionnelle d'un gaulliste refusant d'être assujetti à un parti ; mais en même temps c'est la confirmation officielle que le dispositif échafaudé par le RPR et Jacques Chirac au lendemain des élections de mars 1993 était bel et bien enterré. On se souvient que Jacques Chirac, soucieux de ne pas renouveler la douloureuse expérience de la précédente élection présidentielle qui avait vu la victoire de Mitterrand après que Chirac fut deux ans durant premier ministre, avait imposé, au nom de la majorité RPR-UDF élue aux législatives de mars 1993, Balladur comme premier ministre à Mitterrand.

Il était convenu que Chirac resterait en réserve afin de ne pas subir "l'usure du pouvoir" et, accessoirement, quelques solides défaites du type de celle qu'il avait subie en décembre 1986 lorsqu'il avait été contraint de retirer le projet de loi Devaquet, défaite qui s'était avérée décisive dans la suite des événements. A charge pour Balladur de jouer le rôle de fusible.

Mais Balladur, devenu premier ministre par la grâce de Chirac, n'a pas exactement joué le rôle attendu. Il n'a pourtant pas manqué de mener une offensive brutale contre la classe ouvrière (attaques contre le pouvoir d'achat, contre la retraite et la protection sociale ; modification de la législation du travail, etc...) et mérite de ce point de vue l'appellation de gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy ce qui ne signifie pas que les rapports entre les classes sont aujourd'hui les mêmes que ceux de la fin des années 30 et des débuts des années 40. Le gouvernement Balladur en a fait très vite l'expérience : coup sur coup il se trouva contraint, par la mobilisation des enseignants, de la classe ouvrière puis de la jeunesse, de mettre au rancart la loi Bayrou puis d'annuler les projets de décrets instituant les CIP.

Néanmoins Chirac n'a pas pu tirer profit de cette situation. A cela, une conjonction de raisons ; l'une est que dans le régime de la 5e République issu du coup d'État de De Gaulle en 1958, celui qui contrôle les rouages de l'État dispose d'un atout important : on imagine mal, en France, Balladur ou Mitterrand subissant un sort analogue à celui de Margaret Thatcher, premier ministre du gouvernement britannique, démise du jour au lendemain par simple décision du parti conservateur, ce dernier procédant immédiatement à son remplacement.

Et Jacques Chirac, dont l'atout maître était le contrôle de l'appareil du RPR, n'a pas pu empêcher que Balladur se porte candidat, ce dernier ayant, à partir de son poste de premier ministre, noué ses propres alliances, constitué ses propres réseaux.

Autre raison : la crise profonde du parti socialiste, qui a renoncé jusqu'à critiquer la politique gouvernementale, a profité essentiellement à Balladur.

Pour la première fois depuis 1958 il y a donc deux candidats au sein de la mouvance gaulliste, la candidature de Chirac ayant été annoncée dès le 4 novembre. Au delà des ambitions personnelles, des intérêts de cliques et de clans, ces deux candidatures traduisent l'existence de réelles contradictions au sein de la bourgeoisie française, des divergences qui s'étaient déjà manifestées à l'occasion du référendum sur Maastricht et lors des élections à l'Assemblée européenne (12 juin 1994).

LES CANDIDATURES DE DE VILLIERS ET LE PEN

Exprime également ces divergences la candidature de Philippe De Villiers rendue publique le 8 janvier ; cette candidature se situe pour une part sur le terrain de Le Pen, autre candidat déclaré de la bourgeoisie, et joue comme ce dernier le rôle d'aiguillon à l'égard de la "majorité" RPR-UDF, accentuant le caractère réactionnaire de la politique conduite

contre la classe ouvrière et les travailleurs immigrés. Mais la candidature de De Villiers exprime aussi la résistance d'une partie de la bourgeoisie française aux accords de Maastricht, les craintes de cette bourgeoisie face à la puissance croissante de l'impérialisme allemand au sein de l'Union Européenne.

La liste conduite par De Villiers avait obtenu 12,3 % des suffrages aux élections européennes. Il s'affirme aujourd'hui *«dans la majorité, pour la majorité»*, critique Balladur *«qui fait du surplace»* et Chirac qui *«fait des embardées»* , qui *«donne le tournis»*. Il s'oppose au *«libre échangisme mondial»* qu'incarne à ses yeux le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et veut libérer *«le petit patron accablé d'impôts»*.

A ces quatre candidats peuvent s'en ajouter d'autres dans les semaines qui viennent, certains aimablement suscités pour faire perdre des voix à un adversaire ; car dans cette bataille, tous les coups sont utilisés. Millon se déclare ainsi candidat, sauf si Giscard ou Barre le sont. Et ce dernier hésite...

A COUTEAUX TIRÉS

Alors même que la campagne n'est pas engagée se multiplient les manœuvres, trahisons et crocs-en-jambe. La rubrique des "affaires" constitue désormais un aspect important de cette foire d'empoigne. Après "la mise en examen" des trois ministres du gouvernement Balladur (Carignon, Longuet et Roussin), puis l'arrestation et l'incarcération de Carignon, c'est maintenant au tour de Chirac d'être menacé par les enquêtes du juge Halphen, en même temps — ironie du sort — qu'est visé Pasqua qui a aujourd'hui choisi le camp de Balladur : le juge Éric Halphen qui instruit le dossier des fausses factures des offices HLM de la région parisienne a déjà mis en examen dix-huit personnes, dont l'ancien ministre de la Coopération Michel Roussin, lié à la mairie de Paris. L'enquête devient si menaçante pour certains qu'est tentée alors une invraisemblable provocation pour obtenir que le juge Halphen soit dessaisi de son enquête : une prétendue tentative de corruption impliquant un beau-père (lié au RPR) et un conseiller général (du RPR), Didier Schuller, lui-même ennuyé par la justice. Aux dernières nouvelles, le juge est toujours maître de ses dossiers...

D'autres affaires ne manqueront pas d'éclater ou de rebondir dans les semaines à venir. Toutes ces affaires ne sont que l'écume sur une immense marmite de malversations et de corruptions, témoignant de la pourriture, de la décomposition de la société bourgeoise, du régime politique en place, de la 5e République et, au delà, de l'État bourgeois, de l'État du capital.

Alors que s'engage cette campagne électorale se confirme que les organisations et partis bourgeois recouvrent des bandes, des cliques dont les chefs, à l'occasion, se comportent les uns vis à vis des autres, en véritables forbans. Ces affrontements s'accentuent quand il y a des enjeux décisifs, quand la situation devient difficile pour cette bourgeoisie.

Or, à l'échelle internationale, l'impérialisme français est pris à la gorge, contraint de battre en retraite devant des rivaux plus puissants, les impérialismes américain et allemand, tout en s'accrochant, bec et ongles, à ses positions.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN DIFFICULTÉ

Renaissant de ses ruines en 1945 dans des circonstances exceptionnelles, l'impérialisme français a occupé depuis la dernière guerre une place disproportionnée à sa puissance réelle. Avec en particulier la réunification de l'Allemagne, il est devenu un impérialisme de troisième ordre, dont la place et les positions sont contestées tant en Afrique et au Moyen-Orient qu'en Europe.

En Algérie, la dictature au pouvoir que soutient l'impérialisme français est mise en difficulté, menacée par le FIS, lequel a le soutien avoué des impérialisme américains et anglais ; ces derniers exigent que des négociations aient lieu entre le gouvernement algérien et l'opposition : la signature à Rome d'une déclaration commune par le FIS, le FFS, le FLN et d'autres organisations bourgeoises algériennes constitue un premier pas dans ce sens. Et le gouvernement français est divisé sur la position à adopter : tandis que Pasqua intervient en soutien au gouvernement algérien, Juppé cautionne l'opération de Rome ; sur cette question, le gouvernement français semble avoir deux ministres des affaires étrangères. De son côté, utilisant ce qui lui reste de pouvoir, Mitterrand entend que la Communauté européenne se pose en arbitre entre le FIS et le gouvernement de la dictature militaire.

En Afrique noire, position essentielle pour l'impérialisme français, la dévaluation du franc CFA avait marqué un recul important de l'impérialisme français devant les exigences du FMI intervenant pour le compte de l'impérialisme américain.

Pour l'impérialisme français, cela ne va pas mieux en Europe. La prédominance allemande s'affirme sur ce continent, et c'est davantage sur cette question que sur l'Afrique que se déchire la bourgeoisie française.

Dans l'ex-Yougoslavie, en juillet 94, le gouvernement français avait dû se résoudre à accepter le plan imposé par les États-Unis, plus désavantageux pour les protégés Serbes de la France.

On pourrait multiplier les exemples.

Pourtant l'impérialisme français défend avec acharnement ses positions et se saisit de toutes les difficultés de l'impérialisme américain, car si celui-ci est dominant, il n'est pas hégémonique (voir dans ce numéro de CPS l'article "Ex-Yougoslavie : exacerbation des rivalités impérialistes").

ÉCHEC DE L'OPÉRATION DELORS

Des mois durant, le battage médiatique a été organisé autour de la candidature Delors : il s'agissait d'empêcher que le PS ait son propre candidat, Delors se portant candidat indépendamment du PS, avec son propre programme, mais acceptant d'être soutenu par le Parti Socialiste. Un candidat du PS n'avait certes aucune chance d'être élu, mais il offrait la possibilité pour une grande partie du prolétariat et de la jeunesse de se manifester sur le plan électoral, de voter contre

les candidats bourgeois, pour un parti ouvrier, aussi dégénéré et traître que soit celui-ci.

Delors avait en outre de puissants alliés : le chancelier Khol et la Démocratie chrétienne européenne avec lesquels il partage une vision commune de l'avenir de la Communauté Européenne. Les rivalités à l'intérieur de la "majorité" RPR-UDF s'aiguisant sur cette question, Delors pouvait espérer avoir l'appui d'une partie de la bourgeoisie française. De candidat anti-parti socialiste, il devenait pour la bourgeoisie un candidat honorable, roue de secours en cas de dislocation de la majorité RPR-UDF.

Dans un premier temps, l'opération avait paru s'engager sous de bons auspices : le congrès du PS qui se tenait à Liévin du 18 au 20 novembre décidait d'apporter à Delors l'appui demandé, le priait de bien vouloir être candidat, et ce, tous courants confondus.

Certes la motion de synthèse adoptée à la quasi unanimité du conseil national du PS le 1er octobre, n'avait pas repris à son compte les projets des "liquidateurs" du PS qui, comme Martine Aubry, Pierre Mauroy et Cambadélis, écrivaient dans une résolution : *«il y a longtemps déjà que le Parti socialiste ne s'identifie plus comme parti de la classe ouvrière (...) il doit s'adresser à la société tout entière (...)»*, en conséquence de quoi il faut ouvrir la perspective d'un *«grand parti de la gauche, pluraliste pour la société tout entière où tous, socialistes, communistes dans leur diversité, radicaux, écologistes, représentants des mouvements associatifs... puissent vivre ensemble»*.

Mais en même temps, le congrès de Liévin, Emmanuelli en tête, apportait son soutien à l'opération Delors et acceptait de le soutenir avec son orientation propre car *«il n'est pas dans nos intentions de lier un candidat à une procédure partisane»*. Pourtant Jacques Delors se faisait attendre et renvoyait sa réponse à la fin décembre.

Quelques jours avant le congrès de Liévin, le 9 novembre, Delors avait publié "son" livre : «L'unité d'un homme», livre long, touffu, qui avait valeur de programme électoral, programme réactionnaire reprenant à rebrousse poils les aspirations qui peuvent être celles des militants et adhérents du PS : nostalgie du gaullisme (*«nous avons été les témoins des efforts désespérés du général De Gaulle pour instaurer une véritable participation des travailleurs»* p. 53) ; éloge de l'association capital-travail ; remise en cause de la Sécurité Sociale et du salaire différé (*«Depuis vingt-cinq ans, je proteste contre le financement de la Sécurité Sociale fondée à 80 % sur les salaires. C'est pour cette raison que j'avais proposé en 1984 de créer un financement par l'impôt, qui est devenu ensuite la CSG. Si le coût du travail était abaissé, il serait possible de créer davantage d'emplois»* p. 296) ; chapitre entier consacré à l'éloge du catholicisme, de Paul VI, de l'abbé Pierre et d'une certaine "sœur Emmanuelle" (p. 315) qui se trouve également être l'idole de Jacques Chirac...

C'était signifier clairement au PS : "voilà le programme que vous devrez accepter". C'était sans compter sur les hauts-le-cœur qu'un tel personnage et un tel programme allaient soulever. Le 11 décembre, "amère déception" : Delors annonçait qu'il renonçait à être candidat.

Stupeur et déception dans les médias, d'autant que sa déclaration était manifestement mensongère et truquée. Delors prétendait que :

> *«La question qui se poserait, dans l'hypothèse où* (il) *serait élu président de la République* (serait : aurais-je) *la possibilité et les moyens politiques de mener à bien ces réformes indispensables ?* (Il répondait) *Après avoir longuement réfléchi et consulté, je suis arrivé à la conclusion que l'absence d'une majorité pour soutenir une telle politique quelles que soient les mesures prises après l'élection* (présidentielle) (dissolution éventuelle de l'Assemblée nationale, NDLR) *ne me permettrait pas de mettre mes solutions en œuvre»*.

Ses propres partisans (Mitterrand) ont fait remarquer qu'il s'agissait d'une dérobade. A l'évidence, Delors élu, dont le programme ne le cède en rien au programme ultra-réactionnaire de l'UDF et du RPR, aurait de toute façon trouvé un gouvernement (dirigé par Barre, par exemple) et une couverture parlementaire pour l'appliquer.

La vérité est plus simple. Par les importants moyens d'information dont il dispose, Delors savait qu'en dépit des sondages publiés par les médias, par millions travailleurs et jeunes refuseraient de voter pour lui et son programme. Il savait qu'une grande partie de l'électorat du PS, de militants et d'adhérents de ce parti le rejetait. Après quelques semaines d'observation et de discussions, Delors en tirait la conséquence. Il avait échoué dans son opération de liquidation du PS comme parti ouvrier, et cela en soi est positif pour la classe ouvrière ; néanmoins, l'opération n'est pas "blanche" politiquement. Le fait que cette opération ait été poursuivie pendant des mois avant d'échouer, le fait qu'elle ait eu le soutien de la direction du PS et de son congrès, le fait que le PS n'ait pas rejeté nettement ce projet, ne l'ait pas combattu mais y ait simplement résisté de manière sourde, diffuse, en faisant le dos rond, le fait même que bien des militants aient cru qu'il y avait là une bonne occasion, malgré tout, de répondre à la question du pouvoir, tout cela constitue un coup pour le PS qui en ressort affaibli davantage, avec nombre de militants encore plus désemparés.

REPRISE SOUS D'AUTRES FORMES DE L'OPÉRATION DELORS

Aussitôt le retrait de Delors annoncé, le journal "Le Monde" publie "sa" liste des candidatures désormais possibles : tous y passent, de Mauroy à Jack Lang, de Joxe à Martine Aubry et de Rocard à Badinter... il n'en manque que deux : Jospin et Emmanuelli. Cette liste exprime les souhaits du "Monde" et de la bourgeoisie : ceux qu'ils estiment à ce moment être les mieux à même de reprendre dans le PS l'opération qui vient d'échouer. Mais tous ces "candidats" ont déclaré forfait.

Le mercredi 4 janvier la direction du PS se réunit pour fixer les règles de désignation du candidat de ce parti. Dès le début de la réunion, bousculant le processus prévu, Lionel Jospin déclare être *«prêt à être candidat à l'élection présidentielle (...) si notre parti le décide»*. C'est donc une candidature différente de celle de Delors dans la mesure où celle-ci a été imposée par les médias et avec la complicité active de tout un aréopage allant de Mauroy, à Aubry, à Rocard, etc (Emmanuelli capitulant devant eux et se faisant, au congrès de Liévin, le porte-parole de cette candidature) de l'extérieur du PS aux adhérents de celui-ci. Lionel Jospin demande que ce soit le PS qui l'investisse selon les règles édictées par la direction.

Mais il ne faut pas être naïf : c'est pourtant l'opération Delors qui est poursuivie. L'opération candidature Lionel Jospin a été montée et organisée soigneusement, et bien, par tous ceux qui se sont rassemblés sur le texte liquidateur du PS qu'ont présenté dans la perspective du congrès de Liévin, Mauroy, Aubry et autres. Dès les premiers jours de sa candidature, Jospin reçoit le soutien de Michel Rocard, de Georges Frèche, de tant d'autres. L'opération est également dirigée contre Emmanuelli, contre le "courant" Fabius, contre ceux qui ont chassé en juin 1994 Rocard et compagnie de la direction du PS pour y porter Emmanuelli.

UNE BATAILLE SORDIDE

Dès lors s'engage une bataille sordide entre "courants" et les adhérents du PS vont se faire rouler comme du poisson dans la farine.

Face aux "courants" qui soutiennent Jospin, le "courant" Fabius que soutient, à peine discrètement, Mitterrand réagit et tente d'allumer un contre-feu. D'abord les médias s'en mêlent en affirmant que le seul candidat du PS qui pourrait accéder au second tour serait le foutriquet politique Jack Lang — foutriquet politique mais solidement amarré à une alliance intégrant y compris Barre. Jospin est réputé ne pouvoir "rassembler la gauche". Les possibilités de candidature à "gauche" fusent : à défaut de Tapie, inéligible, Kouchner, Emmanuelli, les "fabusiens" magouillent avec la direction de "Radical" pour une candidature commune de la "gauche". Il propose à la direction du PS une candidature qui fasse l'accord à "gauche". Mais l'exigence de JF Hory et B. Tapie est inacceptable pour le PS : que les deux formations aient une candidature commune "soutenue par le PS mais pas issue de ses rangs".

Finalement, le mardi 18 janvier Jack Lang fait acte de candidature à la candidature (c'est-à-dire que lui aussi fait dépendre comme Jospin sa désignation des votes des adhérents du PS, ce qui n'est pas la même chose que la candidature Delors). Mais en dépit des affirmations des médias, au sein du PS Jack Lang a plutôt mauvaise réputation. C'est alors que sous la pression des fabusiens et à son corps défendant, Emmanuelli a plongé et a, lui aussi fait acte de candidat à la candidature, Jack Lang retirant la sienne. Mais de capitulation en capitulation, Emmanuelli s'est lui-même liquidé : capitulation devant le "courant" Delors, capitulation devant le "courant" Fabius, capitulation devant les radicaux, etc, etc... Alors qu'il était apparu comme le défenseur du PS contre ses liquidateurs et qu'il tirait de là sa "légitimité" politique aux yeux des adhérents et des militants du PS, lui aussi en est venu à une position liquidatrice, comme l'est celle de Jospin et des courants qui le supportent. Au point de départ les partenaires ne sont pas les mêmes, mais ils sont destinés à se rejoindre et l'objectif final est le même.

Emmanuelli misait sur une recomposition d'un pôle dit de "centre-gauche", regroupement du PS (de ce qui en resterait) et de Radical. Jospin déclare rejeter tout projet de "fédération PS-Radical" mais c'est au profit d'une autre manière de disloquer le PS, par une recomposition "multipolaire" sans exclusive. Dès sa déclaration du 4 janvier, Jospin affirmait : *«il faut un candidat socialiste dans cette élection difficile, un candidat qui puisse rassembler la gauche et les écologistes»*. Il n'a par ailleurs rien contre les radicaux : *«depuis vingt ans et, notamment, quand j'étais secrétaire du Parti socialiste, j'ai toujours eu d'excellentes relations avec les radicaux»*.

Dominique Strauss-Kahn qui soutient Jospin est plus explicite :

> *«Je m'étonne qu'on veuille recomposer la gauche selon un axe qui se réduirait au PS et à Radical. Ce serait faire l'impasse sur toutes les autres formations concernées par les Assises de la transformation sociale initiées, justement, par Lionel Jospin et Jean-Christophe Cambadélis»* ("Libération" du 17/1).

Quant au programme, Jospin ne se distingue pas de celui d'Emmanuelli ou d'autres dirigeants du PS. Il explique par exemple qu'il *«faut d'abord redéfinir les termes d'un nouveau "contrat social" entre les patrons, les syndicats et les pouvoirs publics, au niveau global comme au niveau de l'entreprise»* ("Le Monde" du 11/1).

ADHÉRENTS ET MILITANTS MYSTIFIÉS

Finalement Lionel Jospin l'a emporté par 66 % des votes exprimés contre 34 % à Emmanuelli. Une grande partie des adhérents a estimé que Lionel Jospin incarnait la continuité du PS des jours de succès. N'était-il pas devenu, en 1981, premier secrétaire du PS en remplacement de Mitterrand candidat à la présidence de la République ? Il était encore premier secrétaire du PS en 1988 lorsque Mitterrand a été réélu. Du point de vue de cette continuité Emmanuelli ne représente rien. Même si son passage à l'Éducation nationale a terni l'image de Jospin, c'est elle qui a prévalu.

En outre, l'examen des résultats montre quel rôle ont joué les "courants". Le Nord, le Pas de Calais, d'autres départements, dont le sien, ont voté massivement pour Jospin. Inversement les Bouches du Rhône, son propre département, d'autres, ont voté quasi en bloc pour Emmanuelli. Il faut noter toutefois que dans certains départements le "courant" fabusien est en net recul.

De toute façon un tel vote est en soi une mystification. Il appartient aux mœurs politiques de la 5e République, de caractère bonapartiste, introduits à l'intérieur du PS par Rocard où, désormais, le premier secrétaire est élu par-dessus les organismes dirigeants, directement par les militants et qui partant dispose d'un pouvoir discrétionnaire. Dans ce cas il s'est agi du candidat du PS qui dès lors n'a plus de compte à rendre aux différents organismes mais est sensé être le représentant direct de "la base" et à les mains libres. Ce mode de scrutin est d'autant plus criant que la politique de l'un ressemble comme une sœur à la politique de l'autre.

A la veille de l'élection "Radical" par la bouche de Bernard Tapie s'était rallié à la candidature Jospin. Au lendemain le même a déclaré que l'élection de Lionel Jospin comme candidat du PS et les conditions de celle-ci étaient "tout simplement formidables". En même temps "Radical" menace toujours de présenter son propre candidat si Jospin ne fait pas droit à ses exigences. Quant à Lionel Jospin il a rappelé sa mission de

"rassembleur de la gauche", "Radical" compris et il s'est placé sous le patronage de Mitterrand et de... Delors, ne négligeant pas de rappeler au passage qu'il était le seul maître du programme et de la politique qu'il défendra.

Emmanuelli reste premier secrétaire du PS, au moins pour l'instant, mais en valet de pied des "courants" victorieux et de L. Jospin.

DES QUESTIONS QUI SE POSENT

Il reste que le PS à son propre candidat. Comment vont réagir les masses qui votent traditionnellement PS ? Jospin sera-t-il présent au second tour . Difficile à dire. Mais la danse du scalp se poursuit, qui avec sa fondation (Martine Aubry), qui avec son club (la même avec le club "Agir"), qui avec ses cercles (Cambadélis) poursuivant la destruction du PS. Avant, après les élections ? Quoi qu'il en soit la crise du PS va se poursuivre. Les charognards préparent fourchettes et couteaux pour le dépecer au compte de la bourgeoisie. L'objectif est plus que jamais d'affaiblir politiquement la classe ouvrière, de réduire le terrain électoral qu'elle pourrait occuper, de détruire le PS en tant que parti ouvrier traditionnel, traître et dégénéré, mais parti ouvrier traditionnel tout de même.

Quant au PCF et à la candidature Hue, il n'est en rien une alternative à la crise du PS, également touché par sa politique constante de collaboration avec le gouvernement ; en outre, il subit de manière irrémédiable la crise de la bureaucratie du Kremlin, sa dislocation.

PARTOUT, UNE ATTAQUE FRONTALE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

On lira dans ce numéro de CPS l'article consacré à la crise financière dont le Mexique a été et est toujours l'épicentre. A tout moment peut s'effondrer le système financier et monétaire international, et par suite se disloquer le marché mondial ; la bourgeoisie, les différents gouvernements bourgeois, savent que la reprise économique est incapable de régler la question de la dette et des grands déséquilibres financiers, que cette montagne de dettes qui ne fait que croître menace l'ensemble de l'économie capitaliste. Il leur faut donc absolument tenter de reprendre à la classe ouvrière les acquis qu'elle a pu arracher dans le passé, faire baisser par tous les moyens le coût du travail.

Depuis la fin des "trente glorieuses", les offensives conduites par la bourgeoisie pour diminuer le coût de la main d'œuvre se multiplient et se généralisent, tant dans les pays économiquement arriérés que dans les grands pays impérialistes : dans ces derniers sont en particulier visés les acquis sociaux de la classe ouvrière : protection sociale, droits à la retraite, statuts, législation du travail, etc...

Selon "Le Figaro" du 19/1, la *«maîtrise des dépenses de santé* (est) *un chantier mondial»* :

> *«Loin d'être un problème spécifique à la France, la maîtrise des dépenses de santé est une obligation qui s'impose à tous les pays développés, sauf à s'interdire tout pas en avant dans d'autres domaines sociaux tout aussi prioritaires.*
>
> *En témoigne la multiplicité de réformes qu'ont conduit avant la France nos voisins, avec des résultats certes inégaux et en tout cas jamais acquis une fois pour toutes.*
>
> *La grande réussite, c'est celle de l'Allemagne, parvenue par les réformes successives de Norbert Blüm et Horst Seehofer, à traquer le déficit des caisses maladie, sans se laisser paralyser par les corporatismes.*
>
> *Entre 1992 et 1993, les comptes sont en effet passés d'un déficit de 9 milliards de marks à un excédent de même ampleur.»*

Ces attaques sont conduites aujourd'hui y compris dans les pays où la classe ouvrière avait acquis une situation qui pouvait sembler enviable aux prolétariats des pays dominés. Ainsi de la Suède :

> *«Avec une dette totale croissante, représentant environ 90% du PIB et un déficit budgétaire égal à 13,4 % du revenu national en 1994, la Suède figure en queue de peloton* (de la CE).
>
> *L'heure est donc à l'austérité et le ministre social-démocrate des finances, Göran Persson, a présenté, mardi 10 janvier, dans son projet de budget couvrant l'exercice juillet 1995-décembre 1996, une série de mesures qui écornent sérieusement le "modèle social" que son parti a si largement contribué à édifier. Pour économiser un peu plus de 15 milliards de francs — 1 % environ du PIB —, le gouvernement veut notamment réduire de 15 %, à compter de 1996, les allocations familiales, qui se montent aujourd'hui à 525 francs par mois et par enfant. En 1998, il entend plafonner à 75 % les taux de remboursement de la Sécurité sociale, de l'assurance-maladie et du congé parental. Les allocations-logement, en particulier celles dont bénéficient les personnes âgées, seront revues à la baisse.* ("Le Monde" du 13/1)

Mais d'ores et déjà, le chef du parti conservateur estime que ces projets sont insuffisants et qu'un nouveau plan d'austérité devra être présenté dans les mois à venir.

Ainsi de l'Autriche, dont le même journal indiquait la veille qu'elle :

> *«est en passe d'adopter une politique de rigueur sans précédent qui devrait lui permettre de participer à l'Union monétaire en 1997 ou en 1999. Le gouvernement de coalition entre sociaux-démocrates et conservateurs, reconstitué à l'issue des élections d'octobre 1994, devra réussir à maîtriser les dépenses du secteur public, dont la progression trop rapide a entraîné un triplement du déficit depuis 1992.*

(...) Les effets de ce plan d'austérité se traduiront par une révision douloureuse du généreux système de dépenses sociales, une réduction des effectifs dans la fonction publique et la suppression d'un certain nombre d'avantages accordés aux fonctionnaires».

VINGT MOIS D'OFFENSIVE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Depuis sa constitution, le gouvernement Balladur et sa majorité RPR-UDF ont porté des coups sévères à la classe ouvrière ; un rapide bilan s'impose : hausse du chômage de 10 %, qui atteint, officiellement, 3 337 000 chômeurs (encore ce chiffre est-il truqué, les règles de calcul ayant été modifiées) ; hausse de la CSG (Contribution Sociale Généralisée) créée par le gouvernement Mitterrand-Rocard, qui est passée de 1,1 % à 2,4 % ; multiplication des petits boulots : les CES (Contrats Emploi Solidarité) augmentent de 14 % ; hausse des taxes sur les carburants ; diminution du taux de remboursement des soins médicaux ; diminution et exonérations des charges patronales ; au total, près de 100 milliards de francs ont été pris sur les revenus ouvriers, le patronat bénéficiant quant à lui de 138 milliards de francs d'exonérations fiscales.

Ce furent aussi les attaques contre la Sécurité sociale : augmentation du nombre d'années de cotisations nécessaire pour la retraite, réduction du pouvoir d'achat des retraites ; budgétisation des allocations familiales ; la loi quinquennale dite "pour l'emploi" fut une offensive majeure pour remettre en cause les acquis ouvriers et la législation du travail (annualisation du temps de travail et organisation de sa "flexibilité", allégement des charges sociales pour les patrons, création des "tickets services" multipliant les petits boulots, etc...).

L'une des applications de la loi quinquennale sur l'emploi fut les décrets instituant les CIP. Or, la publication des projets de décrets survint quelques jours après la première défaite subie par le gouvernement Balladur quand il avait dû mettre au rencart la loi Bayrou face à la mobilisation des enseignants, de la classe ouvrière.

Aussitôt la jeunesse se mobilisa et Balladur dut finalement annoncer le retrait du projet de décrets sur les CIP, subissant là une seconde défaite. Bien qu'avec l'aide des dirigeants syndicaux il ait pu depuis se restabiliser et reprendre l'offensive, il l'a fait avec prudence, proximité des élections présidentielles oblige. Mais prudence ne signifie pas renoncement. La bourgeoisie a tiré la leçon de la défaite de Chirac contraint de retirer la loi Devaquet en 1986, et défait électoralement aux élections présidentielles de 1988. Elle a tiré la leçon des deux défaites du printemps 1994. Rien n'est fait désormais sans l'aide des dirigeants syndicaux, à qui on propose négociation et concertation sur les nouvelles attaques mises en œuvre. En outre, le plus gros des attaques programmé est très officiellement renvoyé au lendemain des élections présidentielles.

Différents rapports et livres blancs préparent ces offensives. L'un d'eux synthétise et concentre ces projets : le rapport Minc, programme du prochain président.

LE RAPPORT MINC, PROGRAMME D'ACTION DE LA BOURGEOISIE

Si ce document, publié à six mois des élections, n'apporte pas de projets bien nouveaux, rassemblant toute une série de projets discutés dans les cercles de la bourgeoisie, sa publication en fait autre chose qu'un simple inventaire : c'est le programme d'action de la bourgeoisie auquel tous ses candidats vont se référer.

Réalisé à la demande de Balladur, ce rapport fixe des objectifs pour la bourgeoisie, cerne les obstacles à lever et définit une méthode. Sur les objectifs, quelques citations suffisent :

> *«une interrogation pèse sur l'efficacité de la gestion publique dans les services publics à réseaux, comme si le prix à payer pour continuer à assurer l'égalité de traitement des consommateurs de services publics était maintenant perçu comme excessif».*

La Commission de Bruxelles ayant décidé d'introduire et de renforcer la concurrence dans ces services,

> *«notre commission juge cette évolution positive (...). Trois entreprises lui paraissent devoir faire l'objet d'une attention particulière : France Telecom, EDF et la SNCF»* (page 63).

> *«Une remise en ordre exigera de l'État qu'il distingue avec soin les tâches d'autorité et les services qu'il apporte aux citoyens»c*

ces services devant être privatisés sous la forme transitoire d'établissements publics administratifs.

Pour la fonction publique, il faut *«conduire une gestion prévisionnelle des effectifs, accroître les responsabilités, récompenser l'effort réalisé (...) le régime public des retraites ne pourra rester à l'écart»* des effets de la démocratie.

> *«La question d'une différenciation des revenus pour améliorer l'accès à l'emploi se trouve posée» (...) «La France est à la recherche d'un "compromis de combat" qui rende compréhensible et acceptable pour tous la course à l'efficacité et ses sacrifices. Ce compromis se substituera à celui des années de forte croissance. La Commission souhaite qu'il soit fondé sur le principe d'équité, par opposition à l'aspiration égalitaire qui a bercé toute l'histoire sociale d'après-guerre».*

La Commission Minc prône la

> *«discrimination positive» (...) «la gratuité fait, jusqu'à présent, corps avec la conception française de l'égalité (...) dans la pratique, faire de la discrimination positive au profit de certains signifie toucher à la gratuité pour d'autres»* (page 93).

A partir de ces quelques principes, le rapport Minc envisage la remise en cause de tous les acquis du mouvement ouvrier concernant les salaires, la santé, l'enseignement, les statuts, etc...

Les obstacles à lever, ce sont ceux des traditions de combat du prolétariat et de la jeunesse :

> *«Telle que fonctionne la société française, le changement fait une part plus grande qu'ailleurs à l'intervention des pouvoirs publics. C'est, pour nous, un handicap (...). Le mécontentement, s'il apparaît, se cristallise sur le pouvoir d'État et aboutit à un affrontement direct entre la puissance publique et*

l'opinion, sans qu'intervienne la moindre médiation» (page 175).

Pour contourner ces obstacles, la Commission Minc définit une méthode : ne jamais faire de loi qui puisse provoquer une réaction de rejet, une mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse, mais associer les dirigeants des syndicats à la discussion de projets, publier des rapports, mettre en œuvre progressivement, de manière expérimentale :

«Enrichir le débat social classique, en particulier par une relance de la politique contractuelle (...) ensuite multiplier les instances qui mêleront les partenaires sociaux traditionnels à d'autres acteurs de la société civile (...) la puissance publique doit devenir le pilote du changement mais non son seul exécutant (...) De là l'impératif pour l'État, d'apprendre à pratiquer l'expérimentation (...) l'expérimentation constitue un détour obligé. Partielle, elle limite les oppositions au départ ; réussie, elle peut se développer en tache d'huile (...). Hors d'elle, sur maints sujets, point de salut !».

En outre, certaines réformes ambitieuses *«sont, sur l'instant, impossibles. Il faut donc les diluer dans le temps, de façon irréversible. De là l'idée de recourir à des lois qui fixent, à terme de 5 ou 10 ans, le point d'arrivée d'une réforme»*. On aura reconnu le principe des lois quinquennales. *«Seule cette méthode peut permettre une réforme fiscale d'ampleur. Étalant ses effets, elle dissout les oppositions et anesthésie les intérêts acquis les plus menacés»*.

On pourrait développer. Ce n'est pas un hasard si le chapitre dixième s'intitule : «Un discours de la méthode ?».

DISCOURS DE LA MÉTHODE ET EXPÉRIMENTATION D'UNE MÉTHODE

S'il définit un programme et une méthode pour l'avenir, ce programme et cette méthode ont déjà été mis en œuvre.

C'est ainsi qu'au lendemain de sa défaite sur les CIP, le gouvernement a proposé aux syndicats de l'enseignement de discuter de 155 propositions pour l'école. Les dirigeants des syndicats ont joué le jeu... Les 155 propositions sont devenues 158 décisions, toutes dans les faits contre l'école et les personnels. A l'automne, nouvelles discussions sur une "loi de programmation" scolaire, discussion acceptée par les syndicats tandis que commençait à s'appliquer les 158 décisions. Fin décembre, la loi fut votée telle que l'avait décidée le gouvernement. Mais celle-ci ayant joué son rôle, les enseignants ayant été paralysés des mois durant par cette politique de concertation gouvernement-syndicats, le gouvernement pouvait renoncer à faire passer la loi en deuxième lecture.

Méthode analogue concernant la loi quinquennale dite pour l'emploi. Méthode analogue concernant les plans de restructurations hospitalières.

EXPÉRIMENTATION D'UNE MÉTHODE ET EXPÉRIMENTATION COMME MÉTHODE

Lors du débat parlementaire sur la loi de programmation Bayrou, ce dernier commence par rappeler que pour la réforme des programmes de l'enseignement primaire ont été consultés les enseignants et leurs organisations et que *«nous adopterons la même démarche de concertation pour les programmes du collège et, ultérieurement, pour ceux des lycées»*. Cette concertation vise à faire passer un objectif : *«Je suis de ceux qui pensent qu'il faut alléger les programmes»*.

Aux députés qui souhaitent un bilan de l'expérimentation de la réforme des collèges (mise en œuvre dans plus de 300 établissements), on leur communiquera un bilan... De toute façon, la généralisation est déjà décidée à tous les collèges pour la rentrée. Ce n'est pas une expérimentation, c'est un début d'application. Bayrou truque.

Au député J. Dray (que certains journaux qualifient de représentant d'une "gauche" dans le PS) qui demande au ministre que soit mis en place un horaire scolaire à l'allemande, avec tous les cours regroupés le matin, proposition parfaitement scandaleuse (qui contraint les femmes allemandes ayant des enfants à ne travailler qu'à mi-temps, au mieux), Bayrou fait d'abord remarquer qu'il faudrait s'affronter aux enseignants : *«C'est une idée que j'ai eue aussi : lorsque je l'ai proposée aux organisations d'enseignants, elles ont opposé un refus»*. Alors Bayrou propose à son complice J. Dray de la soi-disant "gauche socialiste" une autre méthode : *«Je n'ai pas voulu imposer de manière autoritaire cette nouvelle organisation. Je suggère qu'on avance dans ce domaine par expérimentation, afin de calmer les appréhensions qui pourraient s'exprimer ici ou là»*. D'ailleurs *«M. Guyard et M. Glavany (PS), en particulier, ont indiqué qu'ils le faisaient déjà dans leur commune»*. Cette "expérimentation" est donc une vraie méthode, qui consiste à mettre en pratique progressivement une mesure réactionnaire qu'en d'autres temps le gouvernement aurait mis en place en une seule fois. Et les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers sont complices de cette politique. Il sera nécessaire que les travailleurs imposent aux syndicats qu'ils rejettent et combattent ces soi-disant expérimentations.

On le voit, le rapport Minc, sur les objectifs comme sur la méthode, commence à être mis en pratique. Publié à six mois des élections, il a valeur de programme pour toute la bourgeoisie et pour tous ses candidats qui sont unis dans leur volonté de combattre la classe ouvrière. Balladur et ses ministres, Chirac, De Villiers, puisent largement, en discours et en actes, dans ce bréviaire qui rassemble les objectifs principaux à mettre en œuvre par le prochain gouvernement.

Les dirigeants des centrales et organisations syndicales ouvrières en appliquent également les méthodes.

POLITIQUE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

De plus en plus profondément, les dirigeants syndicaux s'engagent dans la participation. Balladur ne cesse de les solliciter et ceux-ci s'empressent de participer. Le 12 janvier, Balladur appelle patronat et syndicats à se réunir au plus vite

«sans attendre l'échéance électorale» afin de *«voir comment on peut parvenir à 200 000 chômeurs de moins en 1995»*, ce qui est l'un des objectifs affirmés du candidat Balladur. Participer à une telle discussion, c'est aider le gouvernement et la bourgeoisie, et c'est dérouler le tapis devant Balladur-candidat. Ce dernier donne ainsi un objectif politique précis aux discussions qui se sont déjà engagées entre Jean Gandois, élu président du CNPF le 13 décembre, et cinq confédérations syndicales. FO a été reçue la première, puis la CFDT. La CGT suivait un peu plus tard. Tout cela fut très amical. Selon "Le Monde du 18/1 : *«la première rencontre entre M. Blondel et M. Gandois s'est bien passée. Le dirigeant de FO a fait état de nombreux points de convergence avec les positions du nouveau patron des patrons»*.

TOUS UNIS CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Fidèle à sa méthode, le gouvernement Balladur a commandité un certain nombre de "rapports" et "livres blancs", à l'élaboration desquels sont associés les dirigeants syndicaux. Concernant la protection sociale, il y eut entre autres un "livre blanc sur le système de santé et d'assurance-maladie" publié le 7 décembre ; il y a eu aussi une "mission Foucault" chargée de plancher sur une réforme du financement de la protection sociale. (Autres documents : rapport du gouvernement au parlement sur la Sécurité sociale ; rapport du plan "coût du travail et emploi : une nouvelle donne" ; et une partie du rapport Minc).

Tous ces documents vont dans le même sens ; il suffit de prendre les principales dispositions du "livre blanc" (rapport Soublie) : *«Nécessité d'une réforme»* donnée comme une évidence ; *«conforter la maîtrise médicalisée»* ; *«favoriser les comportements vertueux»* c'est-à-dire récompenser les médecins qui font faire des économies à la Sécurité sociale ; *«redéfinir les objectifs de santé publique, fixer les objectifs financiers»* ; *«mieux gérer l'hôpital»*.

Quant aux documents évoquant la question du financement, ils avancent tous la nécessité de diminuer le plus possible les cotisations patronales, c'est-à-dire confisquer aux travailleurs leur salaire différé ; par ailleurs les mêmes travailleurs devraient financer à partir de leur salaire direct cette même Sécurité sociale ; par exemple, le rapport Maarek (rapport du plan) propose une sorte de super CSG de 11 % à la charge des salariés et des retraités.

Face à cette offensive généralisée, les dirigeants syndicaux font mine de s'indigner. Ils organisent même des manifestations. Mais sur quelle orientation ?

Louis Viannet explique : *«Nous ne sommes pas contre une gestion efficace de la protection sociale»* et s'inscrit dans la discussion sur la remise en cause du salaire différé : *«Il est indispensable de faire participer les revenus financiers du capital»*, formulation faussement radicale.

Une déclaration commune signée entre autres par la CGT, la CSF, la FMF et la FSU en date du 18 janvier et appelant à une journée d'action le 4 février conclut ainsi : les signataires souhaitent *«approfondir la réflexion commune sur un certain nombre de thèmes, dont notamment l'universalité de l'accès aux soins, la définition d'une politique de santé, le financement rénové de la protection sociale, l'amélioration de ses prestations et la gestion démocratique de celle-ci par les partenaires sociaux»*. Ces signataires adoptent donc la démarche du gouvernement Balladur. La même FSU (Fédération de l'enseignement) est également signataire d'une autre déclaration commune à la CFDT, à la FEN, à la FNMF. Cette déclaration est plus explicite :

> *«une large réforme est nécessaire. Cette réforme doit s'appuyer sur de grands principes :*
> *- déterminer collectivement le contenu de la politique de santé (...) en associant le Parlement (...)*
> *- réformer le financement pour le faire porter sur l'ensemble des revenus.*
>
> *Pour ce qui concerne la participation des entreprises, elle ne doit pas se limiter aux seuls salaires, pour ne pas pénaliser l'emploi»*.

Les signataires *«réaffirment que l'organisation de la Sécurité sociale est fondée sur le principe de solidarité nationale»*. Tout y est : la liquidation du salaire différé "pour ne pas pénaliser l'emploi" (autant liquider également les salaires directs !), le remplacement de la solidarité ouvrière par une solidarité "nationale" (incluant commerçants, curés et parasites divers), l'impôt-CSG à 11 % sur les salaires et les retraites ("l'ensemble des revenus").

FO ET LA SÉCURITÉ SOCIALE

Marc Blondel avec FO n'a pas tort de s'indigner :

> *«"Que ceux qui, du côté syndical voire mutualiste, prônent la fiscalisation et le régime unique réfléchissent bien", a-t-il déclaré, faisant allusion au front commun CFDT-Mutualité française-FEN et 4 autres organisations. "Il faudra bien qu'ils choisissent entre rester dans le mouvement ouvrier et passer de l'autre côté, en tant que gestionnaires politiques ou privés", a-t-il averti»*.

devant 12 000 syndiqués réunis à Bercy. Mais il conclut par une formule vague, caoutchouc, sans contenu, dilatoire : *«la Sécurité sociale mérite une grève générale interprofessionnelle* (car) *nous tenons à une Sécurité sociale des salariés financée par des cotisations sociales»*. Sans aucun doute les travailleurs sont attachés à la Sécurité sociale et prêts à la défendre. La présence, à l'appel de la direction de FO, de 12 000 militants à Bercy en est un témoignage. Ces militants pourraient devenir un puissant levier pour la mobilisation du prolétariat en défense de la Sécurité Sociale. Mais que veut dire *"la Sécurité sociale mérite une grève générale interprofessionnelle"* ?

Est-ce l'un de ces sempiternels mouvements de 24 heures "interprofessionnels" sans issue et sans lendemain ? Est-ce au contraire une mobilisation du prolétariat au grand jour pour un combat contre le gouvernement Balladur, le gouvernement RPR-UDF ou son successeur ? Défendre la Sécurité sociale, y compris telle quelle est, implique d'affronter et de vaincre, de chasser le gouvernement Balladur. Mais alors il faut rompre avec lui, il faut se situer sur une ligne de combat pour le Front Unique des organisations ouvrières et d'abord des centrales et

organisations syndicales. Une de ces sempiternelles "journée d'action", fut-elle baptisée "grève générale" ne peut faire lâcher prise à la bourgeoisie, surtout compte tenu de l'importance de l'enjeu. La défense de la Sécurité Sociale exige le combat contre le gouvernement du capital actuellement au pouvoir. Il faut le défaire, le battre. Mais combattre, et encore moins vaincre ce gouvernement, Blondel ne le veut pas.

Par contre il essaie de faire pression sur lui car l'appareil de FO tire une grande partie de sa force du contrôle qu'il exerce sur la Caisse nationale d'assurance maladie et il tient à préserver cette chasse gardée obtenue avec l'appui du CNPF.

A la tête de la CNAM, Jean-Claude Mallet pour le compte de FO met en application avec efficacité la politique gouvernementale et grâce aux économies réalisées plus importantes même que prévue, les médecins obtiennent deux revalorisations de leurs honoraires en neuf mois, soit +10 % : J.C. Mallet les récompense et fait remarquer que le coût de la hausse des honoraires estimé à 1,7 milliards de francs pour l'année est dérisoire par rapport aux économies réalisées, les dépenses augmentant de 2 % alors que l'objectif de 3,4 % paraissait lui-même irréalisable. Après quelques négociations tendues entre le CNPF, le gouvernement et Force Ouvrière, l'accord finalement réalisé fait le bonheur de Simone Veil :

«A peine signé entre syndicats médicaux et caisses, dans la nuit de mardi, Simone Veil a fait savoir qu'elle "accueillait favorablement la conclusion de l'accord" sur les honoraires médicaux et les dépenses de santé.

Le ministre des Affaires sociales "constate avec satisfaction que cet avenant conforte la maîtrise médicalisée des dépenses, qui pourra désormais s'appuyer sur des outils plus efficaces, avec l'adoption d'un programme nouveau et ambitieux de références médicales opposables (140 au total contre 65 en 1994), "la mise en œuvre du dossier médical, qui devrait intervenir à la fin du premier trimestre de 1995 et la prochaine sortie du décret sur le codage des actes".

Et d'ajouter qu'"elle attend de la maîtrise médicalisée la poursuite de l'infléchissement des dépenses de médecine de ville qui devraient en 1995 se situer, comme en 1994, au moins 1,5 point au dessous de l'évolution du PIB et en nette rupture avec la tendance des années précédentes, qui atteignaient 3 points au dessus du PIB"».

Si il y a effectivement des positions différentes à propos de la Sécurité Sociale entre dirigeants CGT et FO, ni les uns ni les autres ne veulent combattre et vaincre le gouvernement. Quant à l'ensemble de sa politique, les uns et les autres l'aident,, chacun à sa manière à l'appliquer. Seule la mobilisation des masses peut bousculer ce dispositif, seule la spontanéité des masses est capable de surmonter les obstacles que dressent les appareils des organisations syndicales, avec le PS et le PCF, au combat contre la politique de ce gouvernement, pour le vaincre et le chasser.

Il y a eu durant l'année 1994 les importantes mobilisations contre la loi Bayrou, puis contre les projets de décrets CIP. Ces victoires politiques ne sont pas annulées. Il y a eu à l'automne les grèves spontanées des ouvriers de Péchiney à Dunkerque, puis de la CGE-Alsthom à Belfort. Ces grèves ont montré la capacité de combat et la détermination des travailleurs mais aussi (en particulier à Belfort) les limites de leur spontanéité. Ces grèves ne doivent pas être dissociées des victoires politiques réelles que représentent le retrait de la loi Bayrou puis celui des décrets CIP.

Il est possible et nécessaire de combattre le gouvernement Balladur. L'approche des élections présidentielles, les problèmes internationaux auxquels l'impérialisme français est confronté, provoquent une crise politique des organisations et partis bourgeois. Cette crise pourrait permettre au prolétariat de modifier la situation politique que les élections de mars 1993 ont établie. Ne pas combattre aujourd'hui ce gouvernement c'est laisser se mettre en place les conditions recherchées par la bourgeoisie pour porter des coups encore plus sévères au prolétariat et à la jeunesse.

Cette dernière est particulièrement disponible au combat. La récente grève à Sciences Po en est l'illustration : grève générale en particulier contre le remplacement des bourses par des prêts aux étudiants, c'est-à-dire l'expérimentation d'un des principaux projets gouvernementaux contre les étudiants. Cette grève, la plus importante depuis 1968 dans cet établissement, a contraint la direction à reculer.

Dans différents IUT, des actions éclatent contre des suppressions de cours. La jeunesse scolarisée, les étudiants se savent menacés par le chômage et par de nouvelles formes de sélection qui s'instaurent (pour le grand nombre, alternance école-entreprise et apprentissage, y compris pour les étudiants, et un enseignement général pour un nombre restreint). Pour la première fois depuis des décennies, les inscriptions en première année d'université sont en baisse (-0,9 %), de même que les passages de collèges en lycées.

Une mobilisation générale du prolétariat, de la jeunesse submergeant les appareils syndicaux, les partis ouvriers, est une virtualité que telle ou telle agression gouvernementale ou patronale peut faire se concrétiser. D'emblée ce serait un mouvement qui soulèverait aux yeux de l'ensemble des travailleurs les questions de la rupture des organisations ouvrières (si dégénérées et traîtres soient-elles) d'avec la bourgeoisie, de la réalisation du Front unique de ces organisations, de la lutte pour un gouvernement de ce Front unique, sans ministre bourgeois. Un bouillonnement politique en résulterait au sein du prolétariat et de la jeunesse, des contradictions explosives se déchaîneraient dans le mouvement ouvrier.

Ouvrir cette perspective est indispensable pour poser les jalons de la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire qui est nécessaire à la victoire du prolétariat.

Dans cette perspective et pour les semaines à venir, le combat sur l'orientation : combattre et vaincre ce gouvernement est une nécessité fondamentale.

7 février 1995

Nouvelle série n°2 *12 février 1995*

L'INSURGE

Bulletin de liaison des étudiants révolutionnaires

Depuis le 1er février, dans tous le pays, les étudiants d'IUT sont entrés massivement en grève et manifestent par milliers.

CE QU'EXIGENT LES ETUDIANTS D'IUT EST CLAIR ET NET:

ABROGATION DE L'ARRETE DU 29/12/1994 ET DE LA CIRCULAIRE DU 26/01/1995

Il n'y a pas de «malentendu»

Contrairement à ce qu'affirment Balladur et son ministre Fillon, il n'y a pas de «malentendu».

Dans l'arrêté du 29 décembre 1994, il est clairement spécifié:«*peuvent à titre exceptionnel être admis à s'inscrire en 2° année [d'IUP -Ndlr] les étudiants (...) et par dérogation les titulaires d'un DUT ou d'un BTS, après avis favorable motivé du directeur de l'IUT ou du proviseur du lycée ou le diplôme a été préparé*». La circulaire du 26 janvier 1995 stipule: «*la filière IUT est une filière courte, à caractère technologique affirmé, dont la vocation première est de conduire à des débouchés professionnels immédiats*».

N'en déplaise à messieurs Fillon & Balladur, il n'est pas besoin d'être ministre de l'Enseignement supérieur et premier ministre pour comprendre que l'objectif de l'arrêté et de la circulaire est d'interdire aux étudiants d'IUT la possibilité de poursuivre des études comme c'est actuellement le cas pour près de 50% d'entre eux.

En suspendant la circulaire le 10 février, et en convoquant les dirigeants syndicaux pour négocier, «réécrire» ce texte, le gouvernement Balladur, le gouvernement RPR-UDF, cherche à gagner du temps et manœuvre. Le gouvernement Balladur craint par-dessus tout qu'en lui imposant l'abrogation de l'arrêté et de la circulaire, les étudiants d'IUT lui infligent une nouvelle défaite politique comme il en a subi déjà par deux fois devant le mouvement des masses, en retirant le projet de loi Bayrou (janvier 1994), en abrogeant les décrets sur les CIP en mars 1994.

Les étudiants d'IUT peuvent infliger une nouvelle défaite politique au gouvernement Balladur. Tout dépend des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se. Il faut exiger d'eux:

Dirigeants de l'UNEF-ID, dirigeants de l'UNEF-se:

DECRETEZ LA GREVE GENERALE DES ETUDIANTS EN IUT !

Centralisez et organisez le combat en convoquant :

UN COMITE CENTRAL DE GREVE
constitué de délégués élus par les Assemblées générales dans chaque IUT.

Pas de «réécriture» :
ROMPEZ TOUTE NEGOCIATION AVEC LE GOUVERNEMENT !

et réalisez le front unique des organisation syndicales étudiantes pour exiger :

L'ABROGATION DE L'ARRETE ET DE LA CIRCULAIRE

.../...

En engageant le combat pour l'abrogation de l'arrêté du 29/12/94 et de la circulaire du 26/01/95, les étudiants en IUT montrent la voie à l'ensemble des étudiants. Ils ont engagé le combat contre la mise en application de la politique de destruction totale de l'enseignement supérieur public du gouvernement Balladur-Bayrou-Fillon, le gouvernement RPR-UDF, politique exposée dans le rapport Laurent.

Dirigeants de l'UNEF-ID, dirigeants de l'UNEF-se, votre responsabilité, c'est d'engager le combat contre le gouvernement Balladur, pour la défense de l'enseignement supérieur public. Pour cela, vous devez réaliser le front unique des organisations syndicales étudiantes:

REJETEZ INTEGRALEMENT LE RAPPORT LAURENT !
A BAS LE RAPPORT LAURENT !

Refusez de participer à toute discussion, à tout «débat», à toute «concertation» sur le rapport Laurent. Appelez à :

UNE MANIFESTATION NATIONALE CENTRALE DES ETUDIANTS POUR EXIGER :

* **Maintien des diplômes nationaux**
* **Maintien du droit d'inscription des bacheliers dans la filière de leur choix**
* **Des locaux, des enseignants, des moyens pour étudier**
* **Maintien et extension du système des bourses**
* **Maintien de l'ALS**
* **Aucune augmentation des droits d'inscription**

Pour organiser et préparer cette manifestation, dirigeants de l'UNEF-ID, dirigeants de l'UNEF-se, il est de votre responsabilité de convoquer, sur la base d'Assemblées générales élisant leurs délégués dans chaque université :

UNE CONFERENCE NATIONALE DES ETUDIANTS
POUR LA DEFENSE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PUBLIC

Les étudiants révolutionnaires regroupés autour du bulletin *l'Insurgé* appellent les étudiants à se regrouper, s'organiser pour combattre sur ces mots d'ordres, pour les imposer aux dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, afin d'infliger une défaite au gouvernement Balladur, au gouvernement RPR-UDF.

Prenez contact :
l'INSURGE - BP 121 - 91861 EPINAY/Sénart Cedex

C.P.S. n° 56 - 15 février 1995

ON NOUS COMMUNIQUE

DÉCLARATION FAITE AU CDFN DE LA FSU

17 JANVIER 1995

La direction de la FSU propose une "action" pour le 7 février. Sur quels mots d'ordre ? Sur quelle orientation ?

Décider d'une action implique de définir la situation dans laquelle nous nous trouvons, les attaques auxquelles nous nous trouvons confrontés.

Cette situation est marquée par l'offensive tout azimut du gouvernement Balladur contre la classe ouvrière, contre les travailleurs et la jeunesse en général, contre les enseignants et l'enseignement public en particulier.

Ce furent entre autres : l'attaque majeure contre les retraites, la hausse de la CSG, la fiscalisation des allocations familiales, la loi quinquennale sur l'emploi... C'est le gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy.

Un coup d'arrêt avait été donné à leur offensive au printemps dernier, le gouvernement subissant coup sur coup deux défaites politiques : face à la mobilisation, il avait été contraint de renoncer à la loi Bayrou, puis aux CIP. Il y avait à partir de là la possibilité de lui infliger de nouvelles défaites, de défaire ce gouvernement.

Chacun a pu constater comment le gouvernement a pu se ressaisir et reprendre ensuite son offensive : sa méthode a été de proposer systématiquement aux responsables syndicaux de discuter, de négocier ses projets, ses plans d'attaque contre la classe ouvrière. Les responsables syndicaux ont répondu "Présents !". Les travailleurs, les enseignants furent de ce fait paralysés. Les responsables syndicaux qualifient "d'avancées positives" ou de "propositions insuffisantes" ce qui ouvrait la voie à la remise en cause de nos acquis.

On a ainsi, des mois durant, discuté des 155 "propositions" devenues 158 décisions, 158 attaques contre l'école et les personnels. Puis, pour permettre leur mise en œuvre, on discutera de la "loi de programmation". Aujourd'hui cette loi a joué son rôle : elle a servi à paralyser les enseignants en impliquant les syndicats et le gouvernement peut même se dispenser de la faire voter : de toute façon elle commence à être appliquée, avec les 158 décisions, avec la réforme des collèges, avec la loi quinquennale sur l'emploi.

Aujourd'hui on nous parle d'action ; mais s'agit-il d'une action pour gagner sur ces revendications ?

Cela impliquerait de rompre avec ce gouvernement et de le combattre, de lui infliger une défaite politique.

Cela impliquerait des mots d'ordre qui permettent la mobilisation des personnels pour leurs revendications. La FSU ne dit mot de la réforme des collèges, et la direction du SNES, si elle critique l'application de cette réforme, se refuse à avancer le mot d'ordre clair que les personnels attendent : a bas la réforme des collèges ! Elle souhaite être associée au bilan de cette soi-disant expérimentation, alors que la généralisation est déjà décidée, alors qu'il ne s'agit pas d'une expérimentation pédagogique mais de la mise en application de cette réforme dans plus de trois cents collèges.

Quant à la direction du SNETAA, elle constate que le statut des PLP2 est inacceptable : «L'article 31 du statut de PLP prévoit l'annualisation des services pour les PLP2. Cette disposition, peu appliquée en raison de la pression des personnels, connaîtra un développement certain en raison de l'extension des PFE aux BEP et du pouvoir renforcé des personnels de direction» mais au lieu d'engager le combat pour rétablir, dans les statuts la définition hebdomadaire du temps de travail — ce qui impliquerait d'infliger une défaite à ce gouvernement — la direction du SNETAA demande au contraire que tous les PLP1 soient intégrés comme PLP2, et se plaint que l'intégration ne soit pas assez rapide. C'est un soutien de fait à ce statut liquidateur.

Soyons clairs :

- à bas la réforme des collèges !
- a bas l'annualisation du temps de travail des PLP et des ATOSS !
- à bas la loi de programmation !

L'absence de ces mots d'ordre signifie le refus de combattre ce gouvernement.

Les dirigeants du SNES, du SNETAA, de la FSU, ne veulent pas rompre avec ce gouvernement. C'est un soutien ouvert à la mise en œuvre de sa politique et à sa réélection. On ne peut que combattre ce gouvernement ou capituler.

Le courant Front Unique, avec les personnels, est contre ce gouvernement et sa politique, et vous, dirigeants de la FSU, vous êtes pour. Ce faisant, vous facilitez la réélection de ce gouvernement, le maintien en place de la majorité de députés RPR-UDF alors que chacun connaît l'ampleur des coups en préparation, dont les dirigeants de la bourgeoisie ne se cachent pas, et qui commencent à être mis en œuvre : le rapport Minc, véritable concentré de tous ces projets, propose la destruction des fondements mêmes de tous les acquis : protection sociale, gratuité de l'enseignement, statuts, temps de travail, salaires, etc...

Il propose aussi une méthode : éviter les lois qui peuvent susciter des mobilisations, mettre en œuvre par expérimentation et extension en discutant avec les dirigeants syndicaux.

Le rapport Minc, c'est le programme du prochain président. C'est celui qui, déjà, commence à être appliqué. C'est ce dont a discuté la direction de la FSU dans le cadre de la très réactionnaire commission Foucault. Pour l'Éducation nationale, ce sera la liquidation du statut de fonctionnaire des enseignants, l'annualisation du temps de travail, la flexibilité et la polyvalence, les études payantes à l'université, la mise en place d'un système impitoyable de sélection des élèves.

Si aujourd'hui on ne combat pas ce gouvernement, si on ne le défait pas, on ouvre la voie à toutes ces attaques en préparation. Combattre ce gouvernement et le chasser est plus que jamais une nécessité impérieuse.

C'est la raison pour laquelle le courant Front Unique vote contre le texte proposé par la direction de la FSU.

Les enseignants, les personnels, sauront imposer une autre politique à leurs syndiccats.

Le 17/1/1995
Pour le courant Front Unique
SG

NOUVELLE CRISE FINANCIERE AU MEXIQUE :

CRAQUEMENTS DANS LE SYSTÈME FINANCIER INTERNATIONAL

DÉVALUATION ET CHUTE DU PESO

Une nouvelle crise financière vient d'ébranler le Mexique. Le 20 décembre 1994 le gouvernement mexicain a annoncé une dévaluation de 15% du Peso. Depuis la réorganisation de la dette mexicaine le Peso est rattaché au dollar avec une marge de variation de plus ou moins 16% du cours fixé, c'est également le cas des monnaies latino-américaines des pays qui ont renégocié leurs dettes à la suite du plan Brady.

"Selon une étude du journal "La Jornada" les sorties des capitaux ont atteint 23,4 milliards en 1994 (125 milliards de francs soit 7,2% de son PIB). Près de la moitié des capitaux qui ont fui le pays, 11 milliards de dollars, ont quitté le Mexique au cours des seuls mois de novembre et décembre. Les réserves de changes du Mexique ont diminué de plus de 10 milliards de dollars depuis le 1er novembre pour s'établir à un peu plus de 6 milliards de dollars. A la fin 1993 les réserves de changes s'élevaient à 24,53 milliards de dollars et étaient même montées à 29,55 milliards de dollars en février 1994" ("Le Monde" du 6 janvier 1995).

ASSISTANCE DES USA

Immédiatement les USA ont assisté le gouvernement mexicain en lui ouvrant une ligne de crédit de 6 milliards de dollars. De son côté la Banque du Mexique a porté ses taux d'intérêts, sur les bons du trésor à 28 et 91 jours, à 31 et 31,99% contre 16 et 17% auparavant et elle a élevé de 2 points le taux des bons de trésorerie en dollars, fixant le taux d'intérêt à 10,29%. Rapidement les USA ont reçu du renfort : un fonds de stabilisation du Peso, financé par des apports de capitaux extérieurs a été constitué.

"Ce fonds qui recevra quelques 18 milliards de dollars permettra au Mexique de faire face à "une éventuelle instabilité des marchés financiers" au moment où devront être honorés les échéances de fin mars, soit quelque 10 milliards de dollars de bons émis par l'État. Les États Unis principal partenaire commercial du Mexique dans le cadre de l'Accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord (ALENA) fourniront la moitié de cette somme qui ne pourra en aucun cas être utilisée pour éponger le déficit commercial. Le reste sera apporté par le Canada (1 milliard de dollars), la Banque des Règlements Internationaux (5 milliards) et un consortium de banques commerciales (3 milliards) ("Le Monde" du 5/01/95)

RETOUR SUR LA CRISE FINANCIERE DE 1982

Cette crise et le soutien financier qu'apporte l'impérialisme US au gouvernement mexicain rappellent la crise financière mexicaine de 1982. Entre janvier et Août 1982 la fuite hors du Mexique des capitaux s'était élevée à 10 milliards de dollars du moment. Au mois de Juin le Peso avait été dévalué. Au mois d'Août le gouvernement mexicain s'était déclaré incapable de faire face aux échéances de la dette (intérêts et principal). Dès le mois d'Août les USA avaient accordé deux prêts de 1 milliard de dollars chacun, un moratoire de trois mois au paiement de la dette avait été décidé, des discussions s'étaient ouvertes avec le FMI pour l'aménagement de la dette. Mesure d'urgence, pour éviter leur effondrement, le 1er septembre le gouvernement d'alors avait nationalisé les banques privées, en même temps qu'il avait établi le contrôle des changes.

Au cours des années précédentes l'endettement du Mexique s'était considérablement accru :

(en milliards de dollars)

	1978	1980	1981	1982
	37	53	71	85
dont à court terme	5	9	19	?

En 1982 le service de la dette du Mexique s'était élevé à 15,2 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter la fuite des capitaux.

DÉJÀ LE SOS IMPÉRIALISTE EN 1982

Les puissances impérialistes s'étaient empressées de colmater la brèche : les banques centrales (par l'intermédiaire de la banque des règlements internationaux) et les banques commerciales avaient accordé au Mexique les crédits à court terme dont il avait besoin ; elles avaient rééchelonné des prêts (20 milliards de dollars) qui devaient venir à échéance en 1984 et négocié de nouveaux prêts à moyen terme (4 milliards de dollars accordés par le FMI et 5 milliards par les banques commerciales).

RÉPERCUSSION DE LA CRISE FINANCIERE MEXICAINE DE 1982

La crise financière mexicaine de 1982 a été le point de départ de celle qui a affecté les principaux pays débiteurs d'Amérique Latine : le Brésil et l'Argentine notamment.

ENDETTEMENT
(en milliards de dollars)

	1978	1980	1981	1982
Brésil	52	65	78	87
dont à court terme	7	9	12	?
Argentine	13	28	32	38
dont à court terme	4	11	11	?

En 1982 le service de la dette s'est élevé pour le Brésil à 18,5 milliards de dollars, et pour l'Argentine à 4,9 milliards de dollars. Après le Mexique l'Argentine et le Brésil se sont déclarés incapables d'assurer le service de leurs dettes sans l'aide du FMI. Eux aussi ont obtenu des crédits auprès des banques américaines et du FMI (4,9 milliards de dollars pour le Brésil ; pour l'Argentine, un crédit "stand by" de 1,5 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) et 650 millions de DTS, au titre du financement compensatoire). Ils ont également obtenu l'octroi par les banques centrales et les banques commerciales des crédits à courts termes et ont demandé au FMI des crédits à moyens termes (4 milliards de dollars pour chacun de ces pays) et aux banques commerciales (6 milliards de dollars pour le Brésil, 4 milliards pour l'Argentine). Des discussions ont également été engagées sur le réaménagement de l'ensemble de leurs dettes extérieures.

CAUSE IMMÉDIATE DE LA CRISE MEXICAINE ACTUELLE

La crise financière mexicaine a comme cause immédiate les déficits des balances commerciales et des paiements courants : en 1992 le déficit de la balance commerciale a atteint 17 milliards de dollars, le déficit de la balance des paiements courants 22,8 milliards ; en 1993 respectivement 16 milliards et 23,2 milliards ; en 1994 respectivement 24 et 29 milliards de dollars. Ces déficits ont été couverts, et au delà, jusqu'à la fin 1992, par un nouvel endettement extérieur.

APPLICATION AU MEXIQUE DU PLAN BRADY

En 1987 l'endettement extérieur du Mexique atteignait 107 milliards de dollars. Par l'application du "plan Brady" il a été ramené à 80 milliards en 1990. En quoi a consisté ce plan ? Au cours des années un marché des créances sur les pays endettés que détiennent les banques commerciales s'est constitué. Sur ce marché le prix des certaines de ces créances était tombé jusqu'à seulement 50% de leur prix nominal. Le 10 mars 1989 le secrétaire d'État au trésor américain, Brady, a demandé à ces banques "d'accepter" de transformer leurs créances en obligations émises par les pays endettés, cela dans des conditions déterminées.

L'État endetté émet des obligations remboursables au bout de 30 ans, les banques créancières échangent leurs créances contre ces obligations. Ici une alternative : l'échange s'effectue selon le prix nominal de la créance et l'intérêt versé n'est que de 6,25% ; les créances subissent une décote de 35% et le taux d'intérêt versé est celui du Libor, plus 0,8125% (Libor : taux d'intérêt sur le marché financier de Londres : dans ce cas le taux d'intérêt des prêts à six mois libellés en dollar). En outre pour garantir ces obligations l'État endetté achète des bons du trésor américains à 30 ans. Si le Mexique (par exemple) honore l'échéance (30 ans) des obligations qu'il a émises, dans les conditions énumérées ci-dessus, la somme qu'il a engagée pour acquérir des bons du Trésor américain lui est remboursée par celui-ci. S'il n'honore pas l'échéance des obligations Brady qu'il a émise, c'est le Trésor américain qui se charge d'honorer cette échéance. Du même coup la dette du Trésor américain par rapport au Mexique est annulée. C'était une excellente affaire pour les banques commerciales : elles échangeaient des créances devenues douteuses (à tel point qu'elles avaient commencé à les provisionner dans leurs bilans), contre des obligations présentant les avantages évoqués ci-dessus, négociables et avec lesquelles elles pouvaient spéculer.

Par ailleurs des créances pouvaient être échangées, selon des conditions déterminées, contre toutes sortes d'actifs (notamment provenant des privatisations)

NOUVEL ENDETTEMENT

Le mouvement des capitaux entre le Mexique et les puissances impérialistes, principalement l'impérialisme US, s'est inversé. De déficitaire la balance des capitaux est devenue bénéficiaire. Mais en même temps l'endettement s'est à nouveau envolé : actuellement il s'élèverait à 160 milliards de dollars. Il faut en payer les intérêts. Et surtout une grande partie de ces capitaux n'est pas investie dans la production. Ils ont été engagés à court terme, ce sont des capitaux flottants et spéculatifs.

"Le Monde" du 5 janvier écrit :

> *"L'inquiétude est d'autant plus grande à Wall Street que les établissements financiers américains étaient tombés, depuis plusieurs années, sous le charme du Mexique devenu un nouvel Eldorado. Ils y ont réalisé longtemps des plus-values considérables. En 1993 la Bourse de Mexico avait gagné 48%. Elle a perdu 7% l'an dernier. Les investisseurs nord américains détiennent aujourd'hui 82% des 20 milliards de dollars de bons du Trésor mexicains (les "tesobonos" indexés sur le dollar). Ils possèdent également près de 30% des actions de la Bourse de Mexico"..." Depuis le début de l'année les signes de nervosité étaient visibles et les investissements (!) de portefeuilles avaient baissé de 16% en dix mois".*

De plus les bas taux d'intérêts américains en 1992 et 1993 ont incité les spéculateurs à "investir" à l'étranger, dont au Mexique. La hausse des taux d'intérêts américains, (à partir de février 1994 la FED a relevé son taux d'intervention qui est passé en plusieurs étapes de 3% à 5,5%) a joué dans le sens du reflux de ces capitaux spéculatifs vers les USA.

L' "ELDORADO" MEXICAIN UN CALVAIRE POUR LES MASSES

Le Mexique a sans doute été, particulièrement depuis la "renégociation" de la dette, un "Eldorado" pour les capitaux étrangers et spéculatifs. Mais le corollaire ce fut une politique draconienne axée sur la réduction des déficits budgétaires, les "privatisations" politique dont les masses ont fait les frais. Cette politique a impliqué la conclusion entre le gouvernement, la "centrale syndicale" (pur et simple instrument du parti au pouvoir) et le patronat, de "pactes de stabilité et de développement" conclus au détriment du prolétariat mexicain, de la population laborieuse.

De 1982 à 1992 le nombre des entreprises publiques est tombé de 1200 à 221. Pourtant les privatisations n'ont rapporté à l'État que 21 milliards de dollars. Les banques nationalisées en 1992 ont été "reprivatisées". A la suite de la révolution mexicaine de 1911 et des années suivantes, de la présidence de Cardenas (1934-1940) et de celles de ses successeurs, en 1970 la surface des terres cultivées se répartissait ainsi : terres privées de plus de 5 ha, 41,3% ; terres de 5 ha et moins, 3,1% ; "ejidos" terres communales en principe inaliénables 55,1%. Une loi adoptée en décembre 1991 autorise la vente et l'achat des parcelles qu'exploitent les paysans de ces ejidos. Le pouvoir d'achat du prolétariat et des masses exploitées aurait (selon "Le Monde" du 30 décembre 1994) baissé entre 1982 et 1992 dans l'ensemble de 50%. Il y aurait 13% de la population active au chômage. Le secteur "informel" emploie 40% de la population active,

> *"Aujourd'hui, le Mexique compterait 24 milliardaires en dollars et 40 millions (sur 85) de Mexicains vivent en dessous du seuil de la pauvreté".* ("Le Monde" du 30/12/94).

Pour faire face à la crise financière l'une des premières mesures décidées par le gouvernement a été d'adopter *"un plan d'austérité draconien"* auquel la "centrale syndicale" s'associe et qui comprend une "limitation" de la hausse des salaires, c'est à dire en réalité une nouvelle baisse du pouvoir d'achat de la population laborieuse, car d'ores et déjà le gouvernement a annoncé une hausse des prix allant de 10 à 30%.

Par contre les déficits budgétaires ont été réduits, l'inflation se situerait en dessous de 10% par an alors qu'elle atteignait 150% en 1987. Mais le PNB ne croît que lentement (1% en 1993) et aux 160 milliards de dollars de dettes extérieures s'ajoutent 38 milliards de dettes publiques internes, les banques mexicaines sont à nouveau au bord de la faillite.

UNE ENCRE À PEINE SECHE

Pourtant il y a peu de temps encore la presse faisait grand bruit sur la santé économique retrouvée de l'Amérique Latine.

Le 24/12/1994 "Le Monde" écrivait encore :

> *"Le produit intérieur brut des pays latino-américains a augmenté de 3,7% en 1994, son plus fort taux de croissance enregistré depuis 1980, indique un rapport de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) publié le 20 décembre à Santiago du Chili. Ce bon résultat est dû en particulier à la progression de 4,5% de l'économie brésilienne la plus importante augmentation depuis 1986. Le revenu par habitant a ainsi augmenté de 1,9% en moyenne cette année dans l'ensemble des pays latino-américains".*

BRÉSIL

Il est vrai que les réserves en devises du Brésil semblent importantes : 42 milliards de dollars. Sa balance commerciale a été excédentaire en 1994 de 11 milliards de dollars. Au Mexique, avant la crise, les capitaux engagés à court terme et spéculatifs s'élevaient à 75 milliards de dollars, au Brésil ils s'élevaient à seulement 12 milliards de dollars.

ARGENTINE

"Le Monde" du 13 septembre 1994 était dithyrambique à l'égard de l'économie argentine :

"Après plusieurs décennies de débâcle économique l'Argentine a fait un bond de géant. Près de 26% de croissance en trois ans et une augmentation de 6,5% du PIB prévue pour 1994, une inflation maîtrisée alors qu'elle frôlait les 5 000% en 1989, (aujourd'hui) une monnaie locale - le Peso- alignée sur le Dollar (1 Peso = 1 Dollar) une dette extérieure (60 milliards de dollars) restructurée (plan Brady)... Avec ses 34 millions d'habitants, un territoire riche en ressources naturelles et grand comme cinq fois la France, ce pays du bout du Monde est devenu l'un des marché favoris des investisseurs étrangers en Amérique Latine... (il) occupe désormais la quatrième place sur la liste des pays auxquels la Corporation financière internationale (CFI) dépendant de la Banque mondiale, accorde des crédits."

LE MEXIQUE

La presse n'était pas moins enthousiaste en ce qui concerne le Mexique. Il faudrait tout citer d'un article paru dans "Le Monde" du 18 Août 1994 :

A l'origine de la confiance des investisseurs étrangers – ils ont placé au Mexique près de 50 milliards de dollars en six ans –, il y a en fait aujourd'hui quatre grandes raisons au moins. C'est tout d'abord le retour des grands équilibres macroéconomiques. C'est ensuite l'existence d'un cadre légal et institutionnel nécessaire au fonctionnement d'une économie de marché. C'est aussi, et surtout peut-être, celle d'un réseau international d'accords économiques et commerciaux liant le pays au reste du monde, à l'Amérique du Nord notamment. C'est enfin la conviction qu'il y a désormais, au Mexique, un consensus national autour du mode de développement économique choisi, une certaine irréversibilité des changements engagés ces dernières années.

Le budget équilibré, la dette réduite, l'inflation terrassée, la monnaie stabilisée : la politique de stabilisation poursuivie par l'administration Salinas a effectivement été, sur le plan macroéconomique, un incontestable succès. *« Nos fondamentaux sont très sains »*, martèle à l'envi Angel Gurria, l'ex-négociateur de la dette mexicaine, aujourd'hui propagandiste du PRI en direction de l'étranger. Après avoir enregistré un déficit budgétaire représentant 12,5 % de son PNB en 1988, l'Etat mexicain a dégagé à partir de 1991 des surplus substantiels ! En 1994, malgré certaines dépenses « électorales » et la faiblesse de l'activité, M. Aspe, le ministre des finances, se fait fort d'afficher encore un budget équilibré pour l'année.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Plus haut dans cet article, il a été montré ce que signifie pour la population laborieuse cette pseudo santé économique que le n° 55 de CPS l'article "Élections présidentielles au Brésil" a souligné ce qu'il en était, de ce point de vue, dans ce pays. En ce qui concerne l'Argentine voici le revers de la médaille de la "santé économique" retrouvée :

"Les PME se font rares. Les entrepreneurs comme les agriculteurs se plaignent du coût élevé de la production et de l'absence d'investissements. La balance commerciale est de plus en plus déficitaire. Près de 3 milliards de dollars. M. Carvallo espère en partie y remédier avec un accroissement des échanges au sein du MORCOSUR le marché commun entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay)...

....Si les grands industriels et les banquiers, les investisseurs étrangers et les Argentins aisés affichent un bel optimisme on ne peut parler de "miracle". Il suffit de sortir de Buenos-Aires pour retomber sur les réalités du tiers monde, "el ostros païs" (l'autre pays comme le disent les Argentins), où les bienfaits de la croissance ne sont toujours pas perceptibles. La grande banlieue de Buenos-Aires ressemble souvent à un vaste dépôt d'ordures où se côtoient des bidonvilles et de véritables forteresses qui abritent les maisons de campagnes de la bourgeoisie. Les systèmes d'éducation et de santé qui faisaient l'orgueil de l'Argentine il y a quarante ans se sont dégradés au fil des ans sans que l'actuel gouvernement y remédie. Le choléra a refait son apparition mais aussi la mortalité infantile et l'analphabétisme. Les systèmes de retraite et d'assurance maladie sont défectueux. Le chômage qui est officiellement de 20% (contre 6,9% en 1992) frôle les 20% dans les provinces les plus pauvres. Autrefois omniprésent, l'État a opté pour un désengagement quasi-total, déléguant l'organisation de la santé, de l'éducation et des transports aux gouverneurs des provinces, qui dans la majorité des cas ne parviennent pas à équilibrer...

....En Argentine, où les statistiques sont contradictoires, voire font défaut, les plus pessimistes estiment que le boom économique n'a profité jusqu'à présent qu'à 10% de la population et que la classe moyenne autrefois importante est en voie d'appauvrissement" ("Le Monde" du 13 septembre 1994)

CRAINTE DE L'EFFONDREMENT

En dépit de toutes les affirmations sur la santé économique retrouvée de l'Amérique Latine la presse bourgeoise a exprimé tout de suite la crainte que la crise financière mexicaine, se répercute comme en 1982, dans les autres pays d'Amérique Latine. Très rapidement en effet le Brésil, qui reste le pays recordman des pays latino-américains en ce qui concerne la dette extérieure (sans la dette à court terme, les seules dettes à moyen et à long termes, s'élevaient en 1993 à 126 milliards de dollars, elles restaient à restructurer), et l'Argentine ont été touchés. Le "Journal do Brasil" révélait

récemment que huit banques supplémentaires pourraient passer, dans les semaines qui viennent sous la tutelle directe de la Banque centrale pour éviter leur dépôt de bilan. La banque de l'État de Rio, celle de l'État de Sao Paolo (les deux États les plus importants du Brésil) ont déjà connu le même sort le 30 décembre 1994. "Libération" du 17 janvier utilise une page entière pour dresser un premier bilan de la crise financière mexicaine et pour montrer ses répercussions au Brésil et en Argentine :

- dévaluation du Peso : de 3,4475 pour un dollar au début décembre 1994, il est tombé à 5,665 après le 20 décembre 1994 ; il a oscillé sous l'action de l'utilisation par la Banque du Mexique de la ligne de crédit ouverte par la FED ; puis il est redescendu à 5,74 pour un dollar le 11 janvier 1995.

"Depuis le 20 décembre, la monnaie mexicaine, le Peso, a perdu 40% de sa valeur. Du coup les capitaux anglo-saxons massivement investis au Mexique voient leur valeur, une fois convertis en dollars, fondre. Les propriétaires de ces capitaux les vendent alors d'un seul coup".

L'article suivant méritait d'être reproduit :

La crise du peso mexicain fait plonger les Bourses sud-américaines et affaiblit le dollar

Pas de doute, le krach est là : l'ensemble des Bourses latino-américaines ont perdu près de 20% au cours des trois derniers jours. C'est l'effet de contagion, attendu et redouté, de la crise du peso mexicain à l'ensemble du continent.

La Bourse de Mexico a perdu 6,65% lundi, 6,26% mardi et 2,24% hier à l'ouverture. Celle de Rio de Janeiro a été encore plus affectée : – 8,2% lundi, – 7,1% mardi et – 4,2% hier matin. *Idem* pour celle de Sao Paulo, première place brésilienne : – 5,2%, – 9,8% et – 4,9%. *«Le Mexique fait perdre 1,2 milliard de dollars au Brésil»*, titrait hier le *Jornal do Brazil*. C'est le montant des capitaux étrangers qui ont fui le pays depuis la dévaluation du peso le 20 décembre.

La même mécanique infernale a plombé la Bourse de Buenos Aires : – 4,7% lundi, – 6,5% mardi. Sans parler de Lima et Santiago du Chili (respectivement – 8,4% et – 3,7% mardi). Toujours pour les mêmes raisons : les capitaux internationaux, massivement investis au Mexique, ont vu leur valeur libellée en dollar s'effondrer après la dévaluation de 40% du peso. Anticipant le pire, les investisseurs anglo-saxons ont pris la poudre d'escampette, en espérant limiter leurs pertes. Et, pour se renflouer, ils prennent leurs plus-values sur les autres places latino-américaines, Eldorado des boursicoteurs, ce qui provoque une chute généralisée des cours : quand tout le monde fait la même chose au même moment dans un climat d'hystérie, le krach est garanti.

Les investisseurs étrangers épinglés

Le président de la Bourse de Mexico, Manuel Robleda, a ainsi accusé hier les investisseurs étrangers d'être les principaux responsables de la crise, en *«dramatisant la situation par des analyses erronées»*. Naïf en diable, il leur a demandé de faire preuve de *«calme, sagesse et bon sens»*. Mais ils ne reviendront pas de sitôt : les actions de la Bourse de Mexico ont vu leur valeur, exprimée en dollar, fondre de 77% depuis le 20 décembre.

La crise financière mexicaine a eu des échos en Europe dans la mesure où une de ses conséquences a été de faire chuter le dollar par rapport au mark : 1,553 mark le 6/1/95 : 1,535 le 13/1/95. Ce qui s'est conjugué à la crise politique et financière espagnole pour provoquer la chute de la peseta laquelle est tombée à la limite de son cours plancher dans le SME (87,2 pesetas contre un mark pour un cours plancher de 91,91) ; la couronne suédoise a également chuté ; la lire italienne, est tombée sous l'effet de la crise politique italienne, à son plus bas niveau depuis sa sortie du SME. Quant au franc il est descendu à son plus bas niveau, par rapport au mark, depuis novembre 1993 : 3,469 pour un mark. La crise financière mexicaine a touché jusqu'aux marches asiatiques.

"La crise du peso mexicain s'est étendue au continent asiatique. Dans la nuit de jeudi à vendredi les banques centrales de Thaïlande, des Philippines, d'Indonésie et de Singapour ont dû intervenir sur leurs monnaies. Sur le marché boursier, jeudi, Hong-Kong a perdu 2,2% en clôture Bangkok 1,9%, Singapour 1% et Tokyo 0,4%"
("Libération" du 14-15/01/95)

INSTABILITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIERE, INSTABILITÉ POLITIQUE

L'économie et les rapports financiers de l'ensemble des pays d'Amérique Latine sont fragiles. Ce sont des châteaux de cartes. Toute instabilité politique accroît cette fragilité. Or au Mexique toute l'année 1994 a été politiquement agitée.

Le 21 Août le nouveau candidat du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) Ernesto Zédillo a été élu président de la République mais à force d'énormes truquages, ce qui n'était pas fait pour stabiliser la situation politique à laquelle il a été confrontée en prenant au début décembre 1994 ses fonctions.

Pourtant attribuer à cette seule instabilité politique la crise financière mexicaine, c'est maquiller la réalité. Le Brésil, l'Argentine bénéficient actuellement d'une stabilité politique relative, même si elle est provisoire. La crise financière mexicaine ne s'y est pas moins durement répercutée. Ces pays ne peuvent connaître aucun développement économique sain, aucun équilibre financier réel et durable tant qu'ils resteront des semi-colonies soumises aux puissances impérialistes, ici principalement l'impérialisme américain. Fondamentalement c'est ce qui génère l'instabilité politique, laquelle à son tour peut précipiter des crises financières comme celle que subit aujourd'hui le Mexique.

L'INÉVITABLE ABOUTISSANT

La crise financière mexicaine menace l'ensemble de l'Amérique Latine, elle retentit aux USA, elle a des répercussions en Europe. Va-t-elle faire s'effondrer tout le système et provoquer une crise économique majeure ? C'est possible, mais loin d'être certain. Les puissances impérialistes, l'impérialisme américain en tête, veut tout faire pour essayer de la colmater. Les USA viennent de faire savoir qu'ils sont prêts à accroître encore les lignes de crédits mises à la disposition des autorités mexicaines pour surmonter cette crise. Mais elle a provoqué un craquement de l'ensemble du système financier capitaliste qui démontre la fragilité de celui-ci. Elle annonce d'autres crises et menace la "reprise" tant vantée.

Économiquement et financièrement les pays endettés, et notamment ceux d'Amérique Latine, sont plus fragiles aujourd'hui qu'ils ne l'étaient, avant le "plan Brady". Ce plan n'a fait que diminuer provisoirement l'endettement extérieur des pays où il a été mis en oeuvre. Très rapidement l'endettement extérieur a repris dépassant les niveaux qu'il atteignait avant 1989. Mais l'opération de la reconversion partielle de cette dette en obligations du Trésor des pays considérés, garanties par le Trésor américain, n'est pas facile à recommencer à une échelle plus grande encore.

En outre les particularités du développement historique de ces pays ont été telles qu'à la base de leur économie il y avait de larges secteurs nationalisés. Ainsi au Mexique, sous la présidence de Cardenas, les société pétrolières étrangères ont été nationalisées et la compagnie nationale du pétrole (Pemex) constituée. Un ensemble de nationalisations a été réalisé. Corrélativement au "plan Brady" sous l'égide du FMI des "plans d'assainissement économiques et financiers" ont été élaborés et appliqués qui ont impliqué la privatisation de la plupart des entreprises publiques. Elles ont été bradées. Bientôt ce sera le tour de la "Pemex". Ce qui n'était pas "rentable" du point de vue du capital, et notamment du capital financier étranger, a été liquidé. C'est à dire que le socle économique de ces pays a été mis à mal sinon détruit. Telle a été une des implications du "plan Brady"

L'exemple de l'Argentine est significatif :

"Tout privatiser jusqu'au zoo"

"Tout ou presque a été privatisé en Argentine : les téléphones, les chemins de fer, les ports, le métro, les centrales thermiques, les barrages, la distribution d'eau, de gaz, d'électricité, la poste, le pétrole...jusqu'au zoo. Dans un dernier effort pour réduire les dépenses publiques, le ministère de l'économie, Domingo Carvallo a annoncé de nouvelles privatisations nationales, l'énergie atomique (CNEA), ce qui soulève un tollé dans l'opposition et parmi les scientifiques...

....Tout a été si vite qu'il y a eu des bavures, comme la compagnie d'aviation Aérolinas Argentinas contrôlée par les espagnols d'Ibéria qui a perdu son prestige. La fermeture des lignes de chemins de fer , qui ne trouvent pas d'acquéreurs, isole encore un peu plus les provinces défavorisées. Le métro de Buenos-Aires est toujours dans un piteux état et son réseau toujours aussi réduit".

("Le Monde" du 15/09/94)

LE PLAN DE "SAUVETAGE" DU MEXIQUE

Directement menacé, l'impérialisme américain met le paquet. Le 13 janvier Clinton annonçait la mise en place d'un fonds américain de 40 milliards de dollars (210 milliards de francs) *"pour réussir le sauvetage de l'économie mexicaine"*. Mais il s'est heurté aux manœuvres, sinon à l'opposition du congrès à majorité républicaine, nouvellement élu. Pour couper court, le 31 janvier il a pris un décret par lequel les États-Unis s'engagent à fournir une aide de 20 milliards de dollars (205 milliards de francs) au Mexique sous forme de prêts et de garanties de prêts. De son côté le FMI ouvre une ligne de crédit de 17,8 milliards de dollars (94 milliards de francs) pour aider le Mexique à équilibrer sa balance des paiements courants, dont 7,8 immédiatement disponibles, et 10 qui devront servir de "filet de sécurité". La Banque des règlements internationaux (BRI) *"qui regroupe les banques centrales des principaux pays industrialisés portera sa contribution de 5 à 10 milliards de dollars. A ces montants s'ajoute une aide de 3 milliards de dollars promise par plusieurs banques commerciales privées"*. (D'après "Le Monde" du 2 février). Au total environ 50 milliards de dollars.

Mais *"l'administration a tenu à souligner que l'assistance financière américaine sera assortie de conditions "très strictes", ce qui signifie que les revenus des exportations de pétrole mexicain serviront de garantie aux 20 milliards de dollars fournis par Washington"*. Parallèlement le plan de rigueur du FMI sera brutal et les masses mexicaines ne feront les frais.

◆

◆ ◆

Même si la crise actuelle est surmontée (ce qui est vraisemblable) d'autres crises sont inéluctables. Mais on peut comparer ce genre de crises à des crises cardiaques : de la première, de la deuxième, de la troisième (?) on peut s'en sortir...mais un jour ou l'autre c'est la crise fatale, en l'occurrence l'effondrement financier et économique général avec toutes ses conséquences inimaginables que cela aurait pour l'économie capitaliste dans son ensemble.

Le 8 février 1995.

EX-YOUGOSLAVIE :

EXACERBATION DES RIVALITÉS INTERIMPÉRIALISTES

Le 19 décembre, l'ancien président américain Jimmy Carter débarquait, à titre personnel, en Bosnie afin d'aboutir à un cessez-le-feu entre troupes serbes et musulmanes de Bosnie. Cette mission ne fut pas sans faire sourire. Un accord fut signé, qui provoqua des réflexions ironiques. Pourtant, pour l'essentiel, les combats ont cessé durant les semaines qui suivirent.

Ce voyage, survenant après des années d'un conflit alimenté par la concurrence entre les grands impérialismes, survenant au lendemain de l'offensive, à Bihac, des troupes bosniaques et de leur défaite, exprime fort bien toutes les contradictions de la situation dans l'ex-Yougoslavie : représentant de fait de l'impérialisme américain, Jimmy Carter en mission "bons offices" traduit la volonté des États Unis d'imposer leur politique, tant dans la gestion du conflit que dans "l'ordre" qu'ils espèrent voir s'y établir.

En même temps, le fait que la puissance impérialiste dominante soit amenée à utiliser ce "monsieur bons offices" indépendant du gouvernement Clinton comme de la majorité républicaine de la chambre des représentants pour négocier avec des hommes qui sont, officiellement, considérés par le gouvernement américain comme des criminels de guerre, exprime les difficultés et les hésitations de la puissance américaine. Revenir sur les plus récents événements permet de mieux mesurer cette contradiction.

L'ACCORD DE JUILLET 1994

C'est en février 1994 que l'impérialisme américain avait commencé à intervenir ouvertement dans ce conflit, imposant aux troupes serbes qu'elles cessent de bombarder Sarajevo : la France et l'Angleterre avaient dû se rallier, et l'ultimatum de l'OTAN exigeant des troupes serbes qu'elle retirassent leur armement lourd avait été entendu.

Aussitôt un double accord avait été signé, fruit d'un compromis entre l'Allemagne (soutien de la Slovénie et de la Croatie) et les États-Unis : ce compromis germano-américain impliquait non seulement l'arrêt des combats entre croates et musulmans de Bosnie, ce qui isolait les serbes, mais se traduisait par la constitution d'une fédération croato-musulmane en Bosnie et d'une confédération entre la Croatie et la fédération de Bosnie.

Symboliquement, c'est à Washington que ce double accord était signé. Depuis, cet accord a tenu ; un gouvernement bosniaque composé de onze musulmans et de six croates a en particulier été constitué.

Dans les faits, c'était la mise au panier du plan Owen-Stoltenberg défendu par la France et l'Angleterre et qui organisait le dépeçage de la Bosnie pour le compte, essentiellement, de la Serbie et, en partie, de la Croatie, préparant la constitution ultérieure d'une Grande Serbie flanquée d'une Croatie peu viable, aux frontières invraisemblables.

Il restait pour les U.S.A. à aller plus loin, à imposer leur plan de découpage : ce fut l'accord de juillet 1994, accepté la mort dans l'âme par les gouvernements français et anglais. Le plan fut présenté au nom du groupe de "contact" c'est à dire les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Russie. Avec ce plan, la répartition des territoires demeurait, en surfaces, identique : 49% pour les Serbes de Bosnie qui contrôlaient 70% du terrain.

Mais cette identité n'était qu'apparente. Dans l'ancien plan franco-anglais, le territoire dit "musulman" était non viable, voué à disparaître, réduit à une série de confettis englobés au sein d'un vaste territoire serbe. Avec le plan de juillet 1994, la construction s'inverse : les territoires acquièrent une continuité territoriale, renforcée par l'alliance avec les zones croates, tandis que les zones serbes sont séparées ; celle du Nord-Ouest n'est reliée à l'est que par un étroit corridor qu'enjambe une autoroute croato-bosniaque. En outre, en réaffirmant l'unité de la Bosnie-Herzégovine, en refusant la possibilité aux serbes bosniaques de rallier la Serbie, ces territoires serbes de Bosnie deviennent, à leur tour, non viables. La carte est ainsi faite qu'il ne peut y avoir continuité territoriale à la fois pour les uns et pour les autre. C'est donc les Serbes qui sont les perdants dans le plan du 5 juillet, d'où la rage du gouvernement français contraint d'accepter mais ne cessant de pousser ses alliés à résister à ce plan.

Las ! En dépit du soutien ouvert de ses parrains de Londres et de Paris, Milosevic, président de la Serbie, capitulait politiquement devant les américains : en août, non seulement il acceptait ce plan mais rompait avec ses anciens protégés Serbes de Bosnie, leur imposant la fermeture des frontières avec la Serbie, acceptant même un contrôle international sur cette frontière (cf. CPS n°55).

Pour aussi imparfaite que soit en pratique cette fermeture de la frontière entre Serbie et zones serbes de Bosnie, la mesure valait surtout par sa signification politique : l'acceptation d'un contrôle international sur une frontière qui, jusqu'alors, n'avait jamais existé dans la réalité (cette "frontière" n'étant, dans l'ancienne Yougoslavie, qu'une délimitation administrative et arbitraire entre "républiques"). Milosevic faisait donc allégeance aux États-Unis.

OPÉRATIONS MILITAIRES A BIHAC

Le mois d'août voyait également la défaite des séparatistes de Bihac : cette enclave musulmane au sein des zones serbes de Bosnie était dirigée par un ancien bureaucrate, financier véreux et aventurier, devenu l'homme de main des anglais et des français dans la région, utilisé pour affaiblir le président bosniaque Izetbegovic : Fikret Abdic, qui avait proclamé l'autonomie de sa région en octobre 1993. Après s'être appuyé sur les serbes (et aussi les croates), il avait dû faire face aux troupes du 5ème corps bosniaque qui bénéficiaient de la paix rétablie avec les croates ; ces troupes pouvaient alors liquider la sécession de Bihac le 21 août 1994.

Le 8 septembre, les serbes de Bosnie et de Krajina lançaient une offensive pour s'emparer de cette enclave, mais échouaient. Peu après, les troupes françaises basées à Bihac commençaient à évacuer l'enclave : il n'y avait plus rien à protéger puisque l'enclave était bel et bien passée en des mains hostiles aux intérêts français...

A la mi-octobre , mille des mille trois cents casques bleus français étaient évacués (le solde devant évacuer Bihac avant la fin du mois) tandis que l'artillerie serbe bombardait Bihac. Ces casques bleus étaient remplacés par des troupes du Bengladesh, à fonction décorative pour l'essentiel.

Le 28 octobre, les forces bosniaques lancent des offensives dans cinq régions différentes. A Bihac, elles infligent un premier revers majeur aux troupes serbes qui les assiègent. Pour Washington, ces offensives relèvent de "la légitime défense" et sont "une réponse compréhensible" de la part des bosniaques, qui ont été "les principales victimes de l'agression serbe". Ces offensives vont se poursuivre de manière victorieuse jusque vers le 10 novembre, à Bihac mais aussi sur le mont Igman, près de Sarajevo, en direction de Trnovo.

De toute évidence les troupes bosniaques sont maintenant mieux équipées, mieux organisées ; l'appui ouvert des U.S.A. se concrétise une nouvelle fois, le 11 novembre ; la Maison Blanche annonce que les États-Unis ne participeront plus, à compter du 13, au contrôle de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie. Cette décision est la conséquence d'une loi votée l'été précédent par la Chambre des représentants et par le Sénat qui prévoyait d'arrêter d'utiliser des fonds américains pour s'opposer à des arrivées d'armes en Bosnie. Surtout, cette décision s'inscrit dans une situation politique nouvelle aux États-Unis, où les républicains sont devenus largement majoritaires dans les deux chambres.

Pourtant, c'est à ce moment là que la situation militaire se retourne sur le terrain : à Bihac, dès le 9 novembre, les troupes serbes sont passées à la contre offensive. Le 15 novembre, les troupes serbes ne sont plus qu'à 7 km de Bihac, ayant reconquis, avec l'aide de troupes serbes venant de Krajina, tout le terrain perdu. Le 16 novembre, Izetbegovic juge la situation "extrêmement critique" et demande aux États-Unis " une intervention urgente ". Mais le gouvernement américain se refuse toujours à envisager l'envoi de troupes en Yougoslavie. En outre, l'exécutif américain est affaibli par la victoire républicaine aux élections pour le renouvellement des deux chambres mais cette majorité républicaine n'accédera effectivement " au pouvoir " que début janvier ; si les deux grands partis bourgeois américains, leurs différentes fractions, sont d'accord sur l'essentiel - imposer un "ordre" américain dans les Balkans, mais au moindre coût financier, militaire et politique - des désaccords tactiques se font jour.

Le 15 novembre, l'ambassadeur américain à Zagreb lance un avertissement aux Serbes de Krajina : "les combats de Bihac ne concernent pas les Serbes de Krajina et ils feraient mieux de se tenir à l'écart", précisant que cette intervention "peut menacer le processus de négociation en cours entre Zagreb et Knin", principale ville de Krajina.

> *"Aussi longtemps que l'on ne parviendra pas à un accord final et équitable, les risques de voir la guerre éclater à nouveau en Croatie demeurent"*

La même semaine, en réponse à une décision du Congrès, l'administration américaine élabore et soumet à discussion une gamme de scénarios théoriques d'assistance à la Bosnie, dont le coût est évalué, selon le cas, entre 400 millions et 5 milliards de dollars. Et Newt Gingrich, nouveau "speaker" à la Chambre des représentants (dont la majorité républicaine est favorable à une levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie) s'élève contre le coût excessif du scénario à 5 milliards de dollars.

Le 18 novembre, de petits avions serbes partent d'un aéroport situé en Krajina pour attaquer au napalm la ville de Bihac, pourtant proclamée par l'ONU " zone de sécurité ".

Le lendemain, ils attaquent la ville de Cazin. De toute évidence, ils jouent sur les dissensions qui s'expriment ouvertement entre les impérialismes.

ANTAGONISMES INTER-IMPÉRIALISTES

Déjà la décision prise par le gouvernement américain de ne plus participer à la surveillance de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie avait provoqué de virulentes critiques de la part de Juppé. Sous la pression du gouvernement français, le 14 novembre, les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) avaient pris note "avec regret" de la décision américaine. De même le soutien ouvert qu'avait apporté le gouvernement américain à l'offensive bosniaque avait pris à contre-pied la condamnation par le gouvernement français de cette offensive (le gouvernement français condamnait "le recours à la force d'où qu'il vienne").
Le 16 novembre, alors que l'étau serbe se resserrait autour de Bihac, les gouvernements français et anglais s'opposaient au projet américain de créer une zone d'exclusion sur les armes lourdes autour de l'enclave : "si l'on utilise les zones d'exclusion comme devant servir exclusivement à contrecarrer les contre-offensives de ceux qui ont été chassés quelques semaines avant, ce n'est pas exactement notre philosophie de la chose" déclarait Alain Juppé. De toute évidence, le gouvernement français entend tirer profit des difficultés militaires du gouvernement bosniaque.

Pourtant, c'est le secrétariat de l'O.N.U. qui, le 18 novembre, refuse une intervention aérienne contre l'aéroport d'Ubdina - d'où étaient partis les avions serbes - au prétexte que cet

aéroport était en territoire croate, et c'est le général de Lapresle, commandant en chef français des "casques bleus" qui avait demandé cette intervention. Paradoxe ?

Libération du 21 novembre écrit :

> *"il a fallu une nouvelle attaque aérienne samedi et de vives protestations françaises - paradoxalement plus vives que celles des États-Unis, pourtant favorables, à l'origine, à l'offensive malheureuse des musulmans bosniaques - pour que le Conseil de Sécurité ne comble à la hâte, samedi soir, le vide juridique invoqué par le secrétariat général de l'O.N.U. à l'encontre de la requête du Général Lapresle "*

En fait, ce que souhaitait le gouvernement français, c'est que l'ONU s'arroge le droit d'intervenir en Croatie sans en référer au président Tudjman, c'est à dire en niant la souveraineté de la Croatie : on se souvient que c'est le gouvernement allemand qui avait poussé à la proclamation de l'indépendance de la Croatie, qui avait, le premier, reconnu la Croatie indépendante et contraint le gouvernement français à faire de même. On sait également que les 13000 casques bleus basés en Krajina (à comparer aux 18000 soldats déployés en Bosnie) ont, dans les faits, permis aux serbes de Krajina de conforter leur pouvoir sur cette partie de la Croatie, avec l'espoir que la situation ainsi gelée deviendrait irréversible. Mais la petite manoeuvre française échoue : le samedi 19 novembre, le conseil de sécurité autorisait l'engagement des forces aériennes de l'OTAN en Croatie (résolution 958) sous réserve de l'aval donné par le président de la Croatie. Le même Libération notait avec pertinence (mais dans un autre article) :

> *"Zagreb ravi qu'on reconnaisse sa souveraineté sur ces territoires considérés comme occupés depuis deux ans et demi, avait donné au préalable son aval. Pour une semaine seulement, renouvelable, une simple précaution pour que cette mesure ne puisse pas un jour s'appliquer à ses dépens au cas où la guerre reprendrait entre l'armée croate et les forces serbes de Krajina "*

En outre, la résolution 958, en liant le règlement du problème bosniaque - dont dépend la levée des sanctions en vigueur contre la Serbie et le Monténégro- provoquait des protestations dans la presse de Belgrade et certainement quelques grincements de dents du parrain français.

Le 21 novembre, une trentaine d'avions (dont vingt américains et six français) bombardaient la base serbe d'Ubdina, en Croatie : bombardement sélectif - seule la piste est mise hors service, les bâtiments et avions étant préservés -, bombardement qui, comme lors de précédentes interventions aériennes a surtout valeur d'avertissement et de menace. Pourtant , cette fois-ci, l'avertissement semble sans effet, au moins dans l'immédiat : l'offensive serbe se poursuit, bien que sans aviation cette fois, et le Monde du 26 novembre peut titrer :

> *"Les Serbes sont dans les faubourgs de Bihac"*

HÉSITATIONS AMÉRICAINES

Fin novembre et durant quelques jours, le gouvernement américain semble désemparé : la défaite de ses protégés à Bihac, l'exacerbation de la rivalité inter-impérialiste sur laquelle jouent les dirigeants serbes de Bosnie, les mettent en difficulté.

Comme le gouvernement américain se refuse à envoyer des troupes sur le terrain, il lui faut gagner du temps : l'armée bosniaque est certes mieux équipée, mieux entraînée, mais il lui faut encore du temps, en particulier pour constituer un corps d'officiers (l'essentiel des officiers de l'ancienne Yougoslavie était serbe).

Pour des raisons intérieures, le gouvernement américain a également besoin que les autres puissances impérialistes acceptent la politique qu'il entend leur faire appliquer. Or, les succès serbes à Bihac ont au contraire immédiatement été saisis par le gouvernement français pour relancer ses anciennes propositions : droit pour les serbes de Bosnie de rallier la Serbie et accès à la mer pour la Serbie.

Des désaccords se font alors jour au sein du gouvernement américain : un plan est présenté par les États-Unis aux Européens visant à imposer par la force le respect de la zone de sécurité de Bihac et son élargissement ; ce plan est jugé "irréaliste" par le gouvernement français. Mais le 27 novembre, le secrétaire américain à la défense, William Perry, déclare : *"Les Serbes ont démontré une supériorité militaire"*, précisant : *"ils occupent 70% du territoire. Il n'est pas envisageable que les musulmans puissent reprendre"* le dessus.

Et l'éditorialiste du Figaro du 28 novembre de conclure : *"les Serbes ont gagné la guerre de Bosnie"*. Quant au Monde du 29 novembre, il titre l'un des articles : *"Washington estime que les Serbes ont virtuellement gagné la guerre en Bosnie"*. Enfin, dans Libération du 29 novembre, Jacques Amalric titre son analyse : *"Vers la Grande Serbie"*.

La presse française est donc à l'unisson de son impérialisme, lequel refuse "pour l'instant", c'est à dire avant la chute de Bihac, d'adresser un ultimatum aux Serbes et propose une relance des négociations sur une orientation remettant en cause l'accord de juillet 94.

Pourtant, dès le 28 novembre, les choses ne sont pas si simples pour le gouvernement français : des dissensions s'expriment entre Mitterrand et Juppé, Balladur lui même hésitant, dissensions un peu byzantines dans leurs formulations, mais claires dans leurs causes : jusqu'où aller dans le soutien aux dirigeants serbes et dans la rivalité avec les États-Unis ? mais aussi : que représentent les menaces croates ?

En effet, face à la chute possible de Bihac et compte tenu de son importance stratégique pour la Croatie, le gouvernement croate menace :

> *"l'armée croate est en état d'alerte générale (...) nous avions dit que s'il n'y a pas de solution négociée à Bihac, vu son importance stratégique, nous serions obligés d'intervenir"*

Or, derrière la Croatie, il y a l'impérialisme allemand. Ceci fait beaucoup d'obstacles pour la bourgeoisie française.

Le 30 novembre, Boutros-Ghali se rend à Sarajevo, mais

renonce à rencontrer Karadzic, celui-ci exigeant que la rencontre ait lieu dans son fief de Pale, tandis que Warrren Christopher, secrétaire d'Etat américain, après avoir corrigé les propos de William Perry en expliquant que les États-Unis ne sauraient soutenir un projet qui n'aurait pas l'accord des Bosniaques, annulait un important discours prévu. Or, dès le 30 novembre, le gouvernement bosniaque faisait savoir qu'il s'opposerait à une modification du plan de juillet 94 s'il devait entériner le projet d'une confédération serbe. Le jeudi 1er décembre, une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN tentait d'adopter une position commune sur la base la plus générale et la plus floue possible. Le vendredi 2, le "groupe de contact" (États-Unis, Russie, France, Allemagne, Grande Bretagne) adoptait une résolution ambiguë à souhait : d'un côté celle-ci avançait la possibilité "d'ajuster" les propositions territoriales antérieures et de rechercher des "arrangements constitutionnels" (ce qui rejoint la position française) mais réaffirmait de l'autre la nécessité d'un "consentement mutuel entre les parties" , donc avec les bosniaques en particulier (position américaine). Le sommet de ce texte était une phrase parfaitement contradictoire : "préserver l'intégrité de la Bosnie- Herzégovine et autoriser des aménagements justes et équilibrés". Là dessus, les ministres français et anglais se considèrent autorisés à aller proposer ce plan, ou plutôt leur interprétation de ce texte, à Milosévic, afin que ce dernier fasse pression sur les Serbes de Bosnie : "ils vont rendre compte à Milosevic" lâche alors, avec mépris, le porte parole du département d'État devant les journalistes de Bruxelles. Mépris d'autant plus justifié que, en dépit de l'ouverture que représente pour les gouvernements français et anglais les hésitations américaines, l'ouverture est bien limitée. Comme le note Le Monde : *"c'est peu dire que l'affaire est bancale"*.

ÉCHEC DE LA MANŒUVRE FRANÇAISE

Très rapidement, la manoeuvre française s'enlise parce que les rapports de force ne sont pas, fondamentalement modifiés : le 4 décembre, Milosevic a écouté avec intérêt les propositions faites par Alain Juppé et Douglas Hurd mais il n'a pas bougé, ne remettant pas en cause son allégeance aux U.S.A.

Sur le terrain, alors que la presse donnait non seulement la ville de Bihac mais toute l'enclave comme quasi perdue, les Serbes piétinent. Le Monde du 11 décembre explique :

> *"Pourtant, les Serbes s'étaient donné les moyens de venir à bout du cinquième corps de l'armée gouvernementale bosniaque. Quelque 25000 hommes attaquant depuis les territoires de Croatie et de Bosnie aux mains des Serbes, appuyés par une puissante artillerie lourde, resserraient rapidement l'étau autour de la poche isolée(...). La chute de la ville de Bihac comme celle de Velika-Kladusa, dans le nord de l'enclave, était qualifiée "d'imminente" aussi bien par la FORPRONU que par les autorités bosniaques.(...) la FORPRONU affirmait même que ces troupes bosniaques avaient quasiment abandonné la ville.(...) Et puis, vendredi 9 décembre, la FORPRONU a finalement reconnu que la situation restait inchangée depuis plus d'une semaine(...) les assaillants éprouveraient en fait de sérieuses difficultés à "casser" un cinquième corps qui oppose une résistance plus forte que prévue".*

D'autres journalistes se souvinrent alors qu'il n'y avait pas d'autres sources d'informations militaires que celles, intéressées, de la Forpronu et du gouvernement bosniaque...

Qu'en fut-il en réalité ? Sans doute est-il vrai que les troupes serbes de Bosnie, mieux équipées mais moins nombreuses en hommes, n'ont pu arriver à leur fin. Dans les autres régions où les troupes bosniaques avaient mené des offensives, les Serbes n'ont pas, semble-t-il, récupéré de terrain. Il est également possible que les dirigeants serbes aient été informés que les États-Unis n'avaient pas l'intention de leur laisser Bihac, que leurs hésitations avaient pris fin.

Le fait est qu'au même moment, Juppé se voyait contraint de faire monter les enchères en menaçant de retirer les troupes françaises : *"le retrait français pourrait se faire plus rapidement que prévu "* déclare-t-il dès le 7 décembre, et bien évidemment le chaos qui en résulterait incomberait, selon le ministre français, aux États-Unis : *"il est aussi de mon devoir d'avertir que la décision à laquelle on est en train de nous contraindre faute de détermination de la communauté internationale, engendrera la guerre, c'est à dire plus de malheurs et plus de souffrances pour les populations"*.

Mais la menace est à double tranchant : ce serait pour la France renoncer à protéger les Serbes avec le bouclier humain que représentent les casques bleus. Heureusement pour la France, il y a à ce retrait une difficulté : pour assumer le départ des 24 000 casques bleus en toute sécurité, il faudrait commencer par en déployer 30 à 50 000 autres...

Manque de chance ! Le gouvernement américain saisit la balle au bond et, pour la première fois, se déclare prêt à envoyer des hommes sur le terrain : 15 000 soldats... pour aider les casques bleus à déménager !

Il n'est plus alors question pour le gouvernement français de se retirer : *"La France n'a aucune intention de se retirer de Bosnie"* déclare l'ambassadeur français à l'ONU, relayé par son collègue anglais : *"Londres ne demande pas le retrait de la Forpronu, loin de là"*. Et jusqu'à Radovan Karadzic, le chef serbe bosniaque qui s'exclame : *"le départ de la Forpronu équivaudrait à un désastre humanitaire pour les musulmans ainsi que pour les Serbes en Bosnie"*.

A l'étape actuelle, les choses resteront donc en l'état : pour l'administration américaine, la Forpronu "doit continuer son mandat humanitaire en Bosnie" ; pour le gouvernement français, on ne partira que "si l'embargo sur les armes est levé, si les soldats sont de plus en plus humiliés et, enfin, s'il n'y a plus aucune perspective de règlement diplomatique, mais on n'en est pas là". Idem pour les anglais.

Lever l'embargo sur les armes ? Pour William Perry, le gouvernement américain reste "totalement opposé à une levée unilatérale de l'embargo sur les armes", du moins de l'embargo officiel. Mais la majorité républicaine s'impatiente : c'est une question de quelques semaines, quelques mois tout au plus. Mais pour le gouvernement français confronté à de prochaines élections présidentielles, il conviendrait d'éviter un tel retrait durant la campagne présidentielle : ce serait officialiser l'échec des opérations françaises. Les uns et les autres ont quelque intérêt à ce que les choses se figent, pour un temps.

UN ENVOYÉ TRES SPÉCIAL

C'est dans cette situation que l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, s'est rendu le 19 décembre en Bosnie, répondant à l'invitation...des dirigeants serbes de Bosnie. La démarche peut sembler curieuse : mission de "bons offices" conduite à titre personnel ? La presse n'a pas manqué de s'étonner, et de s'esclaffer. Le 21 décembre, sous le titre : "Jimmy Carter s'est fait l'avocat des dirigeants serbes de Bosnie", le Monde remarque que les Serbes "ont trouvé en Jimmy Carter un surprenant allié" qui "annonce, en contradiction avec tous les engagements internationaux, que de nouvelles négociations pourraient être entreprises sans acceptation préalable du plan de paix international" ; Après avoir noté que Radovan Karadzic et son équipe "dont certains membres sont fichés comme étant des criminels de guerre par le département d'Etat américain" n'en espéraient pas tant, le Monde conclut :

> *"Jimmy Carter aura contribué, en acceptant sans ambiguïté le jeu serbe, à brouiller les cartes du terrible poker bosniaque".*

Pourtant, en 48 heures de négociations conduites par Carter entre le gouvernement bosniaque et Radovan Karadzic, l'ancien président américain obtient la signature d'un accord auquel personne ne croit. De Carter, le Monde écrit : " il aura commis tant de gaffes et aura fait preuve d'une telle méconnaissance du dossier bosniaque que la signature même de l'accord tient du miracle". Quant à l'accord "c'est un joyau d'imprécision et de naïveté. Le seul point concret est la promesse de négociations entre les belligérants sur une cessation des hostilités au 1er janvier". D'où la conclusion : "la population attend désormais de vérifier si l'adage bosniaque est toujours d'actualité : quand un cessez-le-feu entre en vigueur, tous aux abris !".

Pourtant, pour un temps et en dépit de quelques affrontements locaux, l'accord tient, ouvrant la voie à de nouvelles négociations conduites par la Forpronu pour une trêve de quatre mois ; car derrière Jimmy Carter, il y a l'impérialisme américain. Comme en Haïti, Carter a été envoyé en mission pour permettre à quelques gangsters locaux de sauver la face et de faciliter ainsi la mise en oeuvre de la politique américaine au moindre coût : s'il le faut, les États-Unis procéderont à des aménagements. Pour l'essentiel, ils n'ont pas l'intention de renoncer à asseoir leur contrôle sur cette région. Pour cela, il leur faut gagner du temps. Et la mission de Carter signifie qu'après avoir hésité quelques jours, les États-Unis reprennent les choses en main.

Contrairement à ce qu'expliquait le Monde ("Piégé ou consentant, Jimmy Carter aura effectivement basculé, en vingt quatre heures, d'une attitude traditionnelle de diplomate à celle de l'avocat des décisions et des plaintes des Serbes bosniaques"), c'est en réalité la direction serbe de Bosnie qui s'est soumise aux projets immédiats des États-Unis. C'est ce que reconnaîtra en toute lucidité le "ministre" des affaires étrangères de la "République serbe" auto proclamée en Bosnie, Alesksa Buha :

> *"Soyons clairs. Notre destinée est entre les mains des Américains. La France, la Grande-Bretagne et même la Russie sont des pays qui diront "oui". Ce sont les États-Unis qui décident.*
>
> *Et j'ai peur que la majorité républicaine au Congrès soutienne les musulmans, ce qui les encouragera à poursuivre la guerre. Si l'embargo sur les ventes d'armes est levé, alors la guerre sera plus dure et plus sanglante" (Le Monde du 7 janvier)*

Si la situation semble en effet provisoirement gelée, les dirigeants serbes de Bosnie peuvent en effet craindre une politique plus agressive impulsée par la majorité républicaine aux États-Unis. La Croatie représente une autre menace : depuis deux ans et demi, près du tiers de la Croatie est occupé par des Serbes 'indépendantistes" et la situation est figée par les casques bleus (13 000 soldats dont un grand nombre de Français). Le 15 novembre, les négociations entre le gouvernement croate et les Serbes de la Krajina ont échoué. L'intervention des Serbes de Krajina en Bosnie a envenimé la situation. Vendredi 30 décembre, le chef d'état major de l'armée croate a promis que Zagreb rétablirait en 1995 son autorité sur les territoires de Croatie contrôlés par les sécessionnistes serbes.

Enfin, le 12 janvier, la Croatie informait l'ONU qu'elle ne souhaitait pas le renouvellement du mandat de la Forpronu sur son territoire au delà du 31 mars : en clair, elle exige le retrait des casques bleus, accusant l'ONU de maintenir le statu quo en Krajina au profit des Serbes. C'est donc la perspective d'une reprise des combats en Croatie qui se fait jour.

Or, la Croatie, qui avait dû accepter un cessez-le-feu, il y a deux ans et demi , en sa défaveur, a constitué depuis une armée avec l'aide de l'Allemagne. La Croatie et la Bosnie ont constitué, sous l'égide américaine, une confédération. La menace est donc sérieuse.

QUEL AVENIR POUR L'EX-YOUGOSLAVIE

Parce que les États-Unis sont un impérialisme dominant, mais non hégémonique, il est assez vraisemblable que, peu à peu et pour l'essentiel, ce soit le compromis germano-américain qui se mette en place. Mais cet "ordre" là sera un profond désordre : la question nationale ne pourra pas être réglée dans le cadre d'États dominés par la bureaucratie ; pas plus elle ne le sera dans le cadre d'États où le capitalisme aura été restauré ; ces États seront économiquement non viables, voués à être transformés en semi colonies et à être le jouet des rivalités inter-impérialistes persistantes ; les différents "parrains" vont continuer à s'affronter par bureaucraties, cliques, bourgeoisies et gangs interposés ; la barbarie n'est pas finie pour les peuples des Balkans.

La jeunesse, le prolétariat de ces pays sont désorientés, leur situation est tragique : déplacés par centaines de milliers, tués ou enrôlés de force, les jeunes et les travailleurs ont subi de rudes coups. Il n'y a pas d'autre issue que le combat contre la bureaucratie, contre la restauration capitaliste, contre l'intervention des impérialistes, le combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat et pour le socialisme.

Il peut sembler aujourd'hui qu'on soit loin de ce combat. Pourtant ces régimes sont instables, fragiles. Si bien peu d'informations circulent, la presse a dû rendre compte néanmoins de réactions spontanées face à des conditions d'existence épouvantables. A Belgrade, "tous les jours déjà, les

quartiers périphériques de la capitale yougoslave se couvrent de barricades dressées par des banlieusards s'insurgeant contre les coupures répétées d'électricité" , écrit Libération du 27 décembre. C'est en masse que les jeunes, les travailleurs tentent d'échapper à la conscription.

L'évolution de la lutte des classes en Europe et à l'échelle mondiale comme les immenses ressources dont le prolétariat a su faire preuve dans son histoire, amèneront la jeunesse et le prolétariat à se dresser de nouveau contre la politique des bureaucraties et des impérialismes.

En tous cas l'unité de combat entre les prolétariats des puissances impérialistes, quelles qu'elles soient, et les populations exploitées et opprimées de l'ex-Yougoslavie passe par les mots d'ordre suivants :

- à bas tous les plans de "règlements" impérialistes !
- à bas toute intervention !
- retrait des puissances impérialistes quels que soient les formes et prétextes de leurs interventions !

C'est sur cette ligne que devraient agir toutes les organisations ouvrières, partis comme syndicats.

Pour le prolétariat français, c'est l'exigence du retrait inconditionnel des troupes françaises et la fin de toute intervention, quelle qu'elle soit, dans l'ex-Yougoslavie.

NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DE LA CRISE ITALIENNE

— Première partie —

BERLUSCONI AU POUVOIR

LE GOUVERNEMENT BERLUSCONI

Le gouvernement Berlusconi a duré 226 jours. On est loin de la «stabilité gouvernementale» que la réforme électorale de 1993 devait permettre. Dès sa formation ce gouvernement était fissuré et tiraillé entre des forces politiques antagonistes. A la fin la «Ligue du Nord» en a démissionné et a déposé une motion de censure contre lui. Pour éviter un vote de défiance à la chambre Berlusconi est allé porter sa démission au président de la République. Une fois encore une crise gouvernementale, une crise politique profonde est ouverte en Italie.

Pourtant il y a dix mois, les 27 et 28 mars 1994, le «Pôle des libertés» (Forza Italia, la Ligue du Nord, l'Alliance Nationale) remportait largement les élections législatives. Il obtenait 366 sièges à la chambre sur 630, sans gagner néanmoins une majorité absolue au Sénat (elle est seulement relative). 21% des suffrages exprimés sont allés à Forza Italia, 13,5% à l'Alliance Nationale, 8,4% à la Ligue du Nord. Aux élections européennes du 12 juin 1994 Forza Italia augmentait les suffrages qu'elle avait obtenu aux élections de mars en obtenant 30,6% des suffrages exprimés.

Mais la mise sur pied du gouvernement Berlusconi fut déjà une épreuve difficile. Chargé le 28 avril par le président de la République de former le gouvernement, ce n'est que le 10 mai que Silvio Berlusconi lui a présenté son gouvernement. Parmi les ministres cinq sont membres du parti *«néo-fasciste»* l'Alliance Nationale, ce qui a déchaîné en Europe une campagne facile des partis socialistes, social-démocrates, PC et autres organisations et personnalités *«démocratiques»* contre la *«renaissance du fascisme en Italie»*.

LE DÉCRET-LOI SUR LES DÉTENTIONS PRÉVENTIVES

Très rapidement le caractère de ce gouvernement s'est affirmé, ainsi que ses contradictions. Dès le 13 juillet un décret-loi était publié. Il prévoyait deux catégories de délits, ceux relevant du terrorisme, d'enlèvements, de violences et d'homicides, qualifiés de graves. Pour eux le recours à la détention préventive restait légal. Ceux qualifiés de *«moins graves»* pour lesquels l'assignation à domicile devait suffire, la prison préventive devant être réservée aux *«cas exceptionnels»*, les cas où les accusés seraient soupçonnés de vouloir prendre la fuite ou détruire des preuves. *«Le Monde»* des 17 et 18 juillet, dont ces informations sont extraites explique :

> *«Dans cette catégorie «bénigne» figurent les cas de «corruption et concussion» en clair toutes les accusations qui ont étayé l'enquête «Mains propres», sur la corruption des milieux d'affaires et des partis politiques.*
>
> *«Première conséquence, dès vendredi soir : les accusés les plus* «voyants» *de cet énorme scandale dont l'ex-ministre de la santé, Francesco De Lorenzo, ou encore l'ex-adjoint de Craxi à la tête du Parti Socialiste Guilio Di Donato sont sortis de la prison de Naples et ont regagné leur domicile.»*

Le correspondant de *«Libération»* en Italie Eric Joszef écrivait dans le numéro du 20 juillet de ce journal que cela

> *«a eu un effet désastreux dans le pays. Berlusconi a eu beau invoquer* «la désinformation» *des organes de*

presse, il fallut redresser la barre au plus vite.» D'autant que : *«Chacun s'interrogeait sur les éventuels gages que Berlusconi devait donner à ces détenus et pour quels motifs il avait précipité l'adoption de la mesure. Roberto Maroni avait même lancé de pesantes hypothèses : le décret-loi aurait été dirigé en urgence pour éviter que la dernière vague d'arrestations n'entraîne l'inculpation de personnages proches du pouvoir. Un argument repris en partie par le dirigeant du PDS Franco Bassanini : «Sont-ce les enquêtes sur la propriété de Téléfin* (des chaînes de télévision à péage appartenant à Berlusconi - NDLR) *une des raisons de la nécessité de l'urgence du décret-loi ?» s'interrogeait-il.»*

Selon *«Le Monde»* déjà cité :

«Jeudi (15 juillet), devant ce qu'il considérait comme une entrave à leur travail et l'instauration d'une justice «peu égalitaire» *les quatre magistrats de Milan, emmenés par le plus célèbre d'entre eux, Antonio Di Pietro, avaient déclaré qu'ils allaient demander d'autres affectations. On assistait donc à un affrontement entre le ministre et ses juges, au milieu d'une protestation généralisée de la presse, de l'opposition et même de simples citoyens qui ont organisé des manifestations devant les palais de justice de Milan, de Trente et d'autres villes.»*

Devant ce tollé général la Ligue du Nord (bien que le ministre de la justice Roberto Maroni membre de la Ligue soit le signataire de ce décret-loi) et, ensuite l'Alliance Nationale ont remis en cause ce projet de loi, un autre lui a été substitué dont *«Libération»* du 20 juillet affirmait qu'il était *«sans contenu»* et qu'il *«sera soumis au parlement d'ici la mi-août».*

«LA JUSTICE AUX TROUSSES»

Ce n'était qu'un début. Le 23 juillet un mandat d'arrêt était délivré contre deux responsables du groupe que dirigeait Silvio Berlusconi. Le 24 juillet Berlusconi dînait avec le numéro un de la Fininvest, son frère Paolo et les avocats des inculpés. Nouveau tollé. Le 27 juillet un mandat de détention préventive était délivré contre Paolo Berlusconi pour corruption.

«Libération» du 28 juillet titrait :

«Un mandat d'amener contre son frère Paolo

«BERLUSCONI LA JUSTICE AUX TROUSSES

«Le procureur de l'enquête «Mains propres» *Antonio Di Pietro a délivré un mandat d'amener contre Paolo Berlusconi, frère cadet du président du Conseil italien. Responsable de nombreuses sociétés de l'empire Fininvest, il est soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin à des officiers de la Garde des Finances lors des contrôles fiscaux. Silvio Berlusconi voit se rapprocher le spectre d'une mise en cause personnelle dans une affaire de corruption qui secoue l'Italie en même temps que son étoile politique pâlit dans le pays.»*

Lorsqu'il a constitué «Forza Italia» Berlusconi s'est engagé à se démettre de toute fonction dirigeante de son groupe, la Fininvest, mais il en a gardé le contrôle. A la suite de l'arrestation de son frère il a, sous la pression de ses adversaires politiques, placé son groupe sous la surveillance de trois «sages», de hauts magistrats auprès de la Cour constitutionnelle et des experts en droit, qui devaient étudier le fonctionnement de la Fininvest et faire des propositions - lui, en restant toujours propriétaire.

Le 8 octobre les experts remettaient leur rapport, sous la forme d'un projet de loi, à Silvio Berlusconi. Pendant dix jours il l'a étudié avant de le remettre à la présidence du Sénat pour discussion. Depuis... rien.

DOMESTIQUER LA RAI

Autre affaire, celle de la RAI. Le 30 juin les cinq membres du Conseil d'Administration remettaient leur démission pour protester contre ce qu'ils considéraient comme la volonté du gouvernement de mettre la main sur les chaînes publiques. Berlusconi avait accusé la RAI d'être trop favorable à «l'opposition». Un piège était monté pour soumettre directement la RAI au gouvernement. En 1993 la dette de la RAI s'élevait déjà à l'équivalent de 1,8 milliards de francs. Berlusconi a voulu imposer une légère modification à la loi, modification qui devait permettre que le «plan de redressement», proposé par le Conseil d'Administration doive être approuvé par le gouvernement, faute de quoi ce Conseil devrait se démettre. La main de Berlusconi qui détient déjà trois chaînes de télévision avançait vers le contrôle de la RAI.

Le dispositif n'a pas fonctionné comme prévu. Le président de la République a usé de ses droits : il a refusé de signer le décret initial. Un autre lui a été substitué qui, lui, prévoit que lorsque le plan de redressement présenté par le Conseil d'Administration de la RAI ne sera pas approuvé, la démission de ce Conseil ne sera pas obligatoire mais dépendra des deux présidents des Chambres qui l'ont désigné. Mais les attaques démantelant la RAI (dont l'ancien directeur général est cité dans de nombreux scandales de corruption) se sont poursuivies.

LE PROJET DE BUDGET 1995

Les véritables épreuves ont commencé pour le gouvernement Berlusconi lorsqu'il s'est agi de mettre en oeuvre sa politique économique, une politique fort peu originale : «libéralisme» sans limite, équilibre budgétaire sans augmenter la pression fiscale, poursuite de l'offensive tous azimuts pour abaisser autant que possible la valeur de la force de travail du prolétariat et donc liquidation de ses conquêtes antérieures, privatisations... etc. Le projet de budget pour 1995 fut une première projection de cette politique. A la fin septembre Berlusconi l'a soumis au parlement. Son point central était la réduction du déficit budgétaire. Si les dépenses et les ressources budgétaires de 1994 étaient purement et simplement répercutées en 1995 le déficit budgétaire s'élèverait à 190 000 milliards de lires (642 milliards de francs). Or le projet de budget proposé par Berlusconi visait à ce qu'en 1995 le déficit ne soit que de 140 000 milliards de lires (473

milliards de francs). Aussi réduisait-il les dépenses de 48 000 milliards de lires (162 milliards de francs).

Il faut noter que en Italie, ce qui est considéré en France comme «prélèvement obligatoire», est passé de 39,1% du PIB en 1990, à 44% en 1993. Le «déficit public» se situe à environ 10% du PIB (6% en 1994 en France). Au cours de ces dernières années l'augmentation des impôts a été considérable. Le «plan d'urgence» que le président du Conseil d'alors, le socialiste Amato avait décrété le 17 septembre 1992 prévoyait que les impôts augmenteraient en 1993 de 43 000 milliards de lires (environ 167 milliards de francs du moment). Après quoi il est vrai, en 1994, la somme des impôts perçus n'aurait été supérieure que de 1% à la somme des impôts perçus en 1993.

Le gouvernement Berlusconi a considéré qu'une nouvelle augmentation importante des impôts était une voie interdite. Or d'autre part l'endettement public s'élève en Italie à 120% du PIB (43% en France). Sans le service de la dette le budget italien serait positif. Il était donc très difficile au gouvernement d'accroître massivement l'endettement, d'autant que cela aurait signifié une hausse importante des taux d'intérêts qui sont déjà extrêmement élevés, taux d'intérêts qui exigent le freinage de la chute du cours de la lire sur les marchés monétaires et financiers internationaux. Berlusconi ne pouvait donc que très difficilement augmenter de façon importante le recours à l'emprunt pour combler le déficit budgétaire. Alors que faire ?

Recours massif à de nouvelles privatisations ? C'est ce qu'annonçait Berlusconi lorsqu'il a formé son gouvernement. Son ministre du Trésor, Lamberto Dini estimait pouvoir réunir de cette façon 80 000 milliards de lires (environ 250 milliards de francs). Mais écrivait *«Le Monde»* du 2 juin 1994 c'est :

> *«une estimation qui laisse sceptiques les analystes qui soulignent que les deux grosses opérations menées par le précédent gouvernement - la cession du Credito Italiano et celle de la Banca Commerciale Italiana (la Comit) n'ont rapporté «que» 6 000 milliards de lires (20 milliards de francs).»*

L'édition du 4 novembre 1994 de ce même journal expliquait :

> *«La mise en oeuvre des privatisations, par exemple, tarde, non seulement en raison de difficultés techniques, mais aussi à cause de la réticence des membres de l'Alliance Nationale (néo-fasciste).*
> *«A l'origine, il était prévu que l'Etat se désengage de la sidérurgie avant la fin de l'année, de l'IMT (banque d'investissement) et de l'INA (premier assureur italien), au printemps prochain de l'ENEL (électricité) et de la STET (télécommunications).»*

Alors comment le projet de budget 1995 de Berlusconi prévoyait-il d'abaisser de 48 000 milliards de lires, le déficit ? D'abord, il estimait pouvoir récupérer 21 000 milliards de lires (70,3 milliards de francs) de recettes en négociant avec les fraudeurs fiscaux des années antérieures, des amendes forfaitaires, et d'autres trucs de cette sorte. Mais une grande partie devrait être obtenue par une attaque dévastatrice contre les conquêtes arrachées par le prolétariat italien : 17 000 milliards de lires (environ 56,6 milliards de francs) d'*«économies»* sur la santé et les retraites.

PROLONGEMENT DU PLAN AMATO

Il y a deux ans, le gouvernement Amato avait déjà mis sur pied un *«plan de redressement»* qu'il faut rappeler car les mesures prévues dans le budget 1995 de Berlusconi s'enchaînent avec ce plan. Dès le 31 juillet 1992 ce gouvernement et les dirigeants des trois centrales syndicales (CGIL, que contrôle l'ex-PCI devenu PDS, CILS que contrôlent les démocrates-chrétiens, UIL que contrôlent les «socialistes») avaient conclu un accord qui entérinait la liquidation définitive de l'échelle mobile des salaires, acquise au lendemain de la IIème guerre mondiale.

Le 17 septembre, Amato formulait son *«plan de redressement»*.

> *«Par suite, le gouvernement italien a établi un plan de «redressement économique et financier». Le 17 septembre, il a adopté une série de décrets-lois en vue de l'établissement du budget 1993. Il s'agit de réduire le déficit budgétaire de 93 000 milliards de lires (plus de 465 milliards de francs, un tiers environ des recettes que prévoit le projet de budget français pour 1993). Les rentrées augmenteraient de 43 000 milliards de lires. Les dépenses diminueraient de 43 000 milliards de lires. A quoi s'ajouteraient 7 000 milliards de lires produit de privatisations d'entreprises publiques. Pour ce faire : blocage des dépenses au niveau de celles de 1992, donc pas d'augmentations salariales dans la fonction publique en 1993, les "contrats" sont gelés ; annulation du "fiscal drag" qui permettait au contribuable de récupérer les effets de l'inflation sur son salaire et donc sur son taux d'imposition ; une taxe minimum imposée aux petites entreprises ; un patron ne pourra plus déclarer un revenu inférieur à celui des travailleurs qu'il emploie ; impôts extraordinaires sur les revenus (15% cette année, 10% l'an prochain, 8% en 1994).»*

«Le Monde» du 3 décembre 1994 indique ce que ce plan Amato a impliqué en ce qui concerne les retraites :

> *«Qu'a fait M. Amato ? Essentiellement harmoniser et rationaliser pour l'avenir. En remontant l'âge de la retraite qui doit graduellement atteindre 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes en l'an 2002 en gagnant un an tous les deux ans. Il a augmenté le nombre d'années de cotisations retraites minimum qui passera progressivement à 20 ans en plusieurs années. Ensuite en touchant aux* «baby-pensions» *il a harmonisé secteur public et privé, ne gardant que le droit de partir au bout de trente cinq ans mais avec un délai de quelques mois et un gel la première année d'application. Enfin dernière intervention de M. Amato : le calcul des retraites qui graduellement là encore se fera non plus sur les cinq dernières années mais sur toute la carrière. Mesures complétées ensuite par le gouvernement Ciampi.»*

«Le Monde» omet que des plafonds de salaires ont été institués pour pouvoir bénéficier du remboursement total des soins de santé et d'hospitalisation, que de nouvelles taxes sur les frais

de santé ont été instituées.

«Le Monde» enchaîne :

> *«Arrive alors le gouvernement Berlusconi en mai 1994 avec des promesses difficiles à tenir («un million d'emplois nouveaux et pas d'impôts»). Il sait que le premier test qu'il doit réussir est le budget, un budget d'austérité pour rassurer patronat et partenaires européens. Mais la voie est étroite, et ses prédécesseurs ont déjà rogné tout le «gras» existant. Reste la «citadelle des retraites». C'est par là qu'il va commencer.»*

«Le Monde» expose :

> *« (ce) que prévoyait la première version de sa réforme liée à la loi de finances (1995). Un nouveau «gel» des départs anticipés jusqu'en janvier 1996 : une pénalisation de 3% par an, pour qui part avant l'âge, bien qu'avec 35 ans de cotisations (de loin la mesure la plus impopulaire) ; une accélération de l'élévation de l'âge par M. Amato (on irait vers les 65 ans pour les hommes et les 60 ans pour les femmes à raison d'un an tous les 18 mois et non plus tous les deux ans) ; enfin une indexation des retraites en 1996 sur l'inflation programmée et non réelle, tandis que leur coefficient de calcul baisserait de 2% à 1,75% en 1996.»*

—◆—

— Deuxième partie —

LE COMBAT DU PROLÉTARIAT ITALIEN

LE MOUVEMENT DU PROLÉTARIAT

La presse présente généralement le puissant mouvement du prolétariat qui s'est engagé à la suite de l'annonce du projet de budget de Berlusconi et la nouvelle attaque qu'il contenait contre les conquêtes de la classe ouvrière italienne, comme les conséquences de la prise de position des dirigeants des trois centrales syndicales. Ainsi *«Le Monde»* du 29 septembre 1994 écrivait : *«Les syndicats jugent* «inique et partial» *un plan d'austérité* «qui pénalise les travailleurs les plus démunis». *Ils se sont mis d'accord dans la soirée de mardi (27 septembre) après une dernière et infructueuse rencontre avec le gouvernement sur le principe d'une grève générale.»* Il faut noter que les directions des confédérations ont «négocié» avec le gouvernement Berlusconi l'innégociable, maintenant un lien avec lui, lien qu'elles n'ont jamais rompu. Sur quoi se sont-elles mises d'accord ? Sur *«le principe d'une grève générale»* limitée à quatre heures avec manifestations.

La réalité ne correspond pas à ce que dit *«Le Monde»*.

SELON "LA VÉRITÉ"

Dès le 6 septembre, les coopératives de paysans se sont élevées contre la loi financière de 1995 qui réduit les aides fiscales aux coopératives. Le 9 septembre, *La Repubblica* fait état de grèves ayant spontanément éclaté dans le nord de l'Italie, puis dans le Centre.

La première manifestation a lieu à Turin. *La Repubblica* écrit :

> *"L'exigence est unanime : grève générale ! C'est ce que demandent les ouvriers de Fiat, ceux de Pirelli qui hier se sont réunis en assemblée, les ouvriers d'autres usines de la région milanaise en grève, comme ceux d'Italtel, Zanussi, SGS, EMI, etc. Cette demande qui monte de la rue est parvenue jusqu'aux oreilles du secrétaire général de la CGIL de Turin, qui admet que face aux projets gouvernementaux, la grève générale devient inévitable."*

Dans la grande ville industrielle de Bologne, la réplique au projet sur les retraites est immédiate : des arrêts de travail ont lieu dans de nombreuses entreprises. Dès le lendemain, le gouvernement fait savoir qu'il n'est pas question de toucher aux pensions, mais de geler les augmentations de retraite jusqu'en 1996. Un rendez-vous est organisé avec les syndicats. Mais tandis qu'a lieu une première entrevue au palais gouvernemental, grèves et manifestations se poursuivent.

La Repubblica, du 22 septembre 1994, rend compte de la réunion des 1 500 délégués des différentes confédérations (CGIL, CISL, UIL) qu'elle qualifie d'*"assemblée très chaude"*. Le journal fait état de déclarations de responsables syndicaux dans les entreprises, affirmant :

> *"Nous sommes ici pour dire tant au gouvernement qu'aux syndicats que, cette fois, on ne nous aura pas. Ceux qui nous représentent doivent savoir que sur les retraites, on ne recule pas. Nous sommes déjà prêts à la grève."*

Le 22 septembre est marqué par des manifestations étudiantes contre la hausse des droits d'inscription. Le 23 septembre, il s'agit, toujours, d'après *La Repubblica*, d'une *"journée de tractations convulsives"*.

Les dirigeants des confédérations syndicales discutent encore et considèrent qu'ils ne peuvent alors prendre la responsabilité d'accepter les propositions gouvernementales. Ils finissent par lancer un mot d'ordre de grève générale, mais ils la prévoient pour la mi-octobre, espérant sans doute que, d'ici là, les choses pourraient se calmer. Le 14 octobre encore, un dirigeant de la CGIL se défendait, dans les colonnes du quotidien financier français *La Tribune-Desfossés*, de vouloir *"déclarer la guerre contre le gouvernement de droite"* et ajoutait :

> *"Nous ne protestons pas contre le montant global des économies attendues de cette loi de finances (...). En matière de protection sociale, la loi de finances n'envisage que des coupes ponctuelles, au lieu de mettre en place une véritable réforme du système des retraites, permettant de réduire les dépenses de se secteur à long terme."*

Cela n'a pu empêcher que, par millions, des travailleurs de toute l'Italie ont manifesté et que le gouvernement Berlusconi s'en est trouvé ébranlé, au point que la presse américaine pose très sérieusement la question de son éventuel remplacement par un gouvernement "plus fort".

D'APRES "L'HUMANITÉ"

Correspondance particulière.

LA résistance à l'offensive antisociale inscrite dans le budget Berlusconi pour 1995 continue de se développer. Et cela en dépit d'une répression policière brutale. A Rome, mardi après-midi, la place du Parlement s'est transformée en un véritable champ de bataille : les manifestants demandaient de l'aide pour transporter les blessés qui s'étaient fait matraquer par les forces de la police. Une odeur âcre de lacrymogènes flottait dans l'air. Les rues étaient bloquées. Il y a plus de quinze ans que l'on n'avait pas vu de tels mouvements de foule.

A Turin, les ouvriers de la FIAT de Mirafiore ont organisé une nouvelle grève spontanée et, tard dans la nuit, ils ont défilé avec des flambeaux. En Toscane, là aussi, les manifestations continuent. Et à Milan, le fief de la Ligue, toujours ce même mardi, plus de 15.000 personnes sont descendues dans les rues. Les mêmes scènes se sont déroulées à Naples, à Gênes et à Ancone, où plus de 2.500 personnes ont défilé sur le port. Les manifestants se sont rendus ensuite à la gare pour bloquer la circulation des trains.

Hier jeudi, les pompiers ont organisé une grève de quatre heures et le trafic aérien a été interrompu pendant une grande partie de la journée. Outre l'appel à la grève générale du 14 octobre, d'autres mouvements sont d'ores et déjà annoncés, pour avant ou après ce rendez-vous : le 10, les transports maritimes seront arrêtés pendant 24 heures; le 13, l'ensemble de la presse (quotidiens et télévision) manifestera et, le 16, une grève vient d'être proclamée pour protester contre le comité de rédaction de la RAI qui, malgré la protestation des journalistes, a confirmé hier la nomination des nouveaux directeurs.

Le 28 octobre, une manifestation nationale pour lutter contre le monopole de l'information de la part du gouvernement est organisée par les principales associations de la presse. Par ailleurs, les syndicats nationaux ont également lancé un appel pour une nouvelle grève nationale de 24 heures qui devrait avoir lieu au début du mois de novembre.

ARIEL F. DUMONT

"TURIN : LE 14 OCTOBRE VU DE LA BASE"

MILITANT syndical à la Fiat, Cataldo Ballistreri participe à l'organisation des luttes contre la politique Berlusconi. Selon lui, la grève générale de ce vendredi n'est qu'un début. Syndiqué à la CGIL, il a milité au sein des « conseils de fabrique ». Une appellation désormais dépassée : il faut aujourd'hui parler de « représentation syndicale unitaire » (RSU). Un changement qui n'est pas que formel.

Comment la grève générale s'est-elle préparée à la Fiat ?

Fin août, lorsque la loi de finances Berlusconi a été connue, l'émotion et la colère ont été immédiates. Les ouvriers se sont adressés aux directions syndicales. Force est de constater que ces dernières se sont montrées plus surprises et prudentes que résolues. Leurs hésitations à s'engager se sont traduites par un temps mort. Mais, très vite, des mouvements ponctuels se sont fait jour. D'abord dans le département mécanique : deux grèves de deux heures chacune. Puis la protestation a fait tache d'huile, gagnant toute l'usine. Les directions syndicales de la CGIL, de la CISL et de l'UIL se sont progressivement jointes au mouvement. La semaine dernière, elles se sont décidées à appeler à une grève totale chez Fiat. Le mercredi 5 octobre, il y a eu une grande manifestation nocturne. A 22 heures, les ouvriers sont sortis par milliers de l'entreprise, pour défiler dans les rues de Mirafiori sud, torche à la main.

14 OCTOBRE : LE MOUVEMENT CONTRE LE GOUVERNEMENT S'AFFIRME

Les journaux ont donné un aperçu de ce que fut la grève générale du 14 octobre :

«Libération» des 15 et 16 octobre titrait : *«Succès de la grève générale en Italie»* et écrivait : *«Environ un million d'Italiens étaient vendredi dans la rue pour des manifestations monstres contre le gouvernement Berlusconi.»*

«L'Humanité» du 15 octobre titrait : *«Grève générale en Italie : carton jaune pour Berlusconi»* (il faut admirer le titre : *«carton jaune»* [avertissement] et non *«carton rouge»* [expulsion]). En compensation (si on peut dire) *«L'Humanité»* en rajoute : *«"Du jamais vu depuis vingt ans" commentaire entendu hier dans des dizaines de villes d'Italie, où trois millions de personnes ont manifesté contre la politique de Silvio Berlusconi à l'appel des trois principales confédérations CGIL, CISL et UIL... Ce succès indique un syndicaliste, est un véritable vote de rejet des méthodes ultra-libérales de la droite italienne. Organisations et manifestants se disent prêts à poursuivre la lutte contre la loi de finances de Berlusconi.»*

Suit un reportage principalement axé sur la manifestation de Rome. Est surtout souligné l'aspect folklorique. Pourtant une phrase est révélatrice :

> *«La gigantesque banderole des salariés du nettoyage urbain* (qui proclame) *: "Les travailleurs sont résolus à nettoyer le gouvernement. Nous balaierons les patrons"»*

CONTRADICTIONS MASSES - APPAREILS

Pour les dirigeants des centrales syndicales, la journée du 14 octobre devait être un aboutissant. Pour la masse des travailleurs ce devait être un point de départ de la lutte contre la politique du gouvernement Berlusconi. Les dirigeants s'efforcèrent d'empêcher tout développement ultérieur du mouvement du 14 octobre. Les travailleurs tentèrent d'ouvrir la voie à un combat d'une ampleur correspondant à la dimension de l'enjeu. De cette contradiction a résulté une situation bouillonnante marquée par de multiples actions.

Un puissant mouvement était en cours auquel étudiants et lycéens ont pris part. *«Libération»* du 24 octobre 1994 annonçait :

> *«Deux cent mille jeunes ont défilé vendredi et samedi (21 et 22) dans quelques 43 villes italiennes dont Rome, Turin, Milan, Venise. Plus d'une centaine de lycées et une dizaine de facultés ont également été occupés par les étudiants.»* Plus loin : *«C'est le ministre de l'instruction publique, Francesco d'Onofrio, ex-démocrate-chrétien désormais intégré à la nouvelle majorité qui a mis le feu aux poudres. Les lycéens contestent en effet son projet visant à rendre autonome chaque établissement scolaire. Ils dénoncent ce qu'ils considèrent comme une privatisation à peine voilée de l'école publique. Quant aux étudiants ils refusent pour leur part le doublement de la taxe d'inscription à*

l'université.» ... «De la contestation ponctuelle ils sont passés à une mise en cause globale de la politique du gouvernement ; les premiers slogans hostiles à la loi de finance ont ainsi ponctué les manifestations de vendredi et samedi.»

De son côté *«L'Humanité»* du 24 octobre 1994 titrait un de ses articles : *«50 000 étudiants manifestent à Naples»* et écrivait que

«Silvio Berlusconi en proposant d'instaurer un système de "coupon" favorisant le secteur privé et religieux va à l'encontre des principes élémentaires de la démocratie. Déjà au cours de la campagne électorale, Sua Emittenza avait illustré dans un «petit livre bleu» *les propositions de Forza Italia : passer du système scolaire actuel centralisé à un type de structures* «favorisant l'idée de compétition», *et reconnaître au même titre les secteurs public et privé. Quant à l'université, il faut augmenter les frais d'inscription afin de permettre* «aux différentes facultés de devenir plus autonomes (...) instituer comme au bon vieux temps une sorte de diplômes et de bourses d'études d'honneur et des numérus clausus pour diminuer le nombre des effectifs universitaires».»

Volonté des travailleurs de trouver les voies du combat et volonté des appareils de disloquer se reflètent dans ce petit articulet paru dans *«L'Humanité»* du 25 octobre 1994 et intitulé : *«Italie : manifestations et grèves» ... «Des milliers de fonctionnaires ont manifesté lundi (19) à Rome pour réclamer une renégociation de leur contrat de travail, tandis que plusieurs milliers de leurs collègues se sont mis en grève pour 24 heures. Quelque 30 000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale à l'appel des principaux syndicats. Un mouvement de grève a également eu lieu dans les bureaux du contrôle aérien et des grèves sectorielles dans les transports sont prévues quatre jours sur sept cette semaine.»*

Les travailleurs cherchent la voie du combat. Les appareils syndicaux, aidés par leurs complices "post-staliniens", par les gauchistes, cherchent à les embourber dans des mouvements disloqués, des grèves tournantes.

LA MANIFESTATION DU 12 NOVEMBRE

Finalement les appareils des centrales syndicales ont été contraints d'appeler pour le 12 novembre à une manifestation nationale à Rome. Ce fut une gigantesque manifestation.

«Libération» du 14 novembre titrait : *«Un million dans les rues de Rome contre le projet Berlusconi.»*
«L'Humanité» du 14 novembre titrait : *«Un million et demi de manifestants.»*

Rosa Luxembourg a montré dans sa brochure *«Grève générale, partis et syndicats»*, les flux, les reflux, la diversité du mouvement des masses au cours de la révolution russe de 1905. Il n'est pas douteux qu'un puissant mouvement de nature révolutionnaire aura un parcours chaotique, d'autant qu'il se heurtera aux organisations ouvrières dégénérées et traîtres, tout en s'efforçant de les utiliser et cela tant que ne se sera pas construit le Parti ouvrier révolutionnaire capable de mener le prolétariat à la prise du pouvoir. C'est vrai en Italie, comme dans tous les autres pays. Mais qu'exprime *«L'Humanité»* du 14 novembre, lorsqu'elle écrit :

«De nouvelles manifestations ont déjà été annoncées pour les prochains jours. Les usines textiles, les centrales électriques annoncent des mouvements en différents endroits de la Péninsule. Le 24 novembre une grève générale aura lieu dans toutes les régions du Mezzogiorno (Sud) et dans le Latium (région de Rome).» ?

La volonté d'aboutir à la dislocation, à la liquidation du mouvement.

COMBATTRE POUR BALAYER LE GOUVERNEMENT BERLUSCONI

Ce dont le prolétariat italien avait alors besoin c'était d'une orientation et de mots-d'ordre clairs :

A BAS LE PROJET DE BUDGET DU GOUVERNEMENT BERLUSCONI

ABROGATION DE TOUTES LES MESURES PRISES CONTRE LE PROLÉTARIAT ET LA JEUNESSE AU COURS DE CES DERNIÈRES ANNÉES, Y COMPRIS CELLE SUPPRIMANT L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

GRÈVE GÉNÉRALE, MANIFESTATION POUR BALAYER LE GOUVERNEMENT BERLUSCONI

AUX CENTRALES SYNDICALES D'APPELER À LA GRÈVE GÉNÉRALE, À LA CONSTITUTION DE COMITÉS DE GRÈVE GÉNÉRALE, DES ENTREPRISES AUX VILLES ET RÉGIONS, ÉLUS DÉMOCRATIQUEMENT, INTÉGRANT LES ORGANISATIONS SYNDICALES, JUSQU'AU COMITÉ CENTRAL DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Sur cette orientation et pour ce combat que les organisations ouvrières (centrales syndicales, partis) réalisent le Front unique, rompent avec la bourgeoisie et ses organisations et partis. Ainsi sera porté au pouvoir un gouvernement du Front unique de ces organisations, ne comprenant pas de ministres représentants de la bourgeoisie, de ses organisations et partis, ou appartenant à son personnel politique.

A ce point il est utile de revenir sur deux articles publiés après la grève du 14 par *«L'Humanité»*. Le premier a déjà été cité, il est titré : *«Turin : le 14 octobre vu de la base»*, voici la suite :

SABOTAGE DU MOUVEMENT

Vous avez l'air plus que réservé sur le comportement des directions syndicales, mais vous-même êtes adhérent de la CGIL.

Pour comprendre la situation, il faut expliquer ce qu'est le système de représentation des travailleurs en Italie. A la Fiat, les délégués des travailleurs sont environ 400. Parmi eux, deux catégories d'importance numérique égale. D'un côté, les RSU et, de l'autre, ce que nous appelons les experts. Les RSU sont élus par les travailleurs pour les deux tiers d'entre eux. Le dernier tiers est désigné par les directions syndicales. Ce sont ces derniers qui ont en charge les négociations avec le patronat. Les experts sont tous désignés par les directions syndicales. Un tiers pour la CGIL, un tiers pour la CISL, un tiers pour l'UIL. Ils interviennent surtout sur les différents aspects de la vie au travail, de la gestion des cantines aux conditions de travail. Faites l'addition : 50 % des représentants, les experts, sont nommés ; sur la moitié restante, un sur trois est également désigné ; ne reste donc plus, au bout du compte, que 35 % à être élus.

Comment ce système est-il reçu par les salariés ?

Dans leur majorité, les syndicalistes de base le jugent très sévèrement. De cette sévérité, est née d'abord la relance des « conseils de fabrique », une forme d'organisation de base remontant à 1969 et qui avait par la suite périclité ; ils ont été transformés en RSU, ce qui nous a permis d'être représentés, au grand dam de nombre de nos « sénateurs ».

Qu'appelez-vous des « sénateurs » ?

Beaucoup de salariés connaissaient mal le mécanisme tortueux que je viens de rapidement vous décrire. Alors, ils s'habituaient à considérer le représentant élu ou désigné une fois comme disposant de son mandat quasiment à vie. Voilà pourquoi leur surnom de sénateur. Elus une fois un jour, on les retrouvait en place dix ans plus tard. A la Fiat Mirafiori, nous n'avions pas eu d'élections depuis 1979. Quinze ans sans consultation des travailleurs. Les « sénateurs » étaient là, et plus personne ne s'interrogeait. Vous comprenez pourquoi, le moment venu, ils n'ont pas réagi aussi vite que souhaitable face à la publication du plan Berlusconi et à l'émotion du monde du travail.

Certains estiment que cette grève générale peut être un feu de paille ?

On peut le redouter. Mais sachez que, samedi dernier, les délégués RSU de très nombreuses entreprises se sont rencontrés à Milan. Ils ont élaboré un document synthétisant les critiques formulées à l'égard des directions des trois confédérations syndicales. Surtout, il affirme notre volonté commune de poursuivre le combat contre la politique de Berlusconi après la grève générale du 14 octobre.

Propos recueillis par J. C.

"LE MOUVEMENT DU 14 DOIT SE POURSUIVRE" (L'HUMANITÉ)

De notre envoyé spécial à Rome.

«CONFEDERATION unitaria di base », en abrégé la CUB, s'est constituée en janvier 1992. Les médias berlusconiens entretiennent le silence autour d'elle. Pourtant, la grève générale du 14 a encore montré que son importance ne doit pas être sous-estimée : 100.000 manifestants ont défilé dans les rues de Rome durant l'après-midi à son appel, la CUB ne s'étant pas associée à celui lancé par les trois confédérations syndicales pour le matin (250.000 manifestants). La comparaison entre les deux cortèges doit cependant être relativisée : la manifestation de la CUB était nationale, celle des syndicats ne concernait que les travailleurs de la capitale.

Coordinateur de la CUB pour la région romaine, Francesco Babusci souligne l'ampleur du mouvement de protestation contre la politique Berlusconi : « Il y a eu notre manifestation et toutes celles organisées par ailleurs à travers tout le pays. Des millions de travailleurs, de jeunes, de retraités, de citoyens dans les rues. Nous avons appelé à une manifestation distincte car nous restons critiques envers les confédérations syndicales qui, à nos yeux, demeurent engluées dans le « consociativismo » *(expression désignant les pratiques de négociation gouvernement-patronat-syndicats-partis au-dessus et en dehors des gens, NDLR)*. Nous verrons dans les faits si, face aux scandaleuses mesures Berlusconi, la CGIL, la CISL et l'UIL sont prêtes à rompre avec ce type de complaisances que, pour notre part, nous refusons fondamentalement.

« Dans l'immédiat, nous sommes résolus à poursuivre le mouvement, à prolonger dans chaque lieu de travail les initiatives de lutte et de protestation qui ont marqué la période précédant la grève générale du 14. Nous sommes de petites organisations et ne disposons que de faibles moyens, mais si la politique gouvernementale ne change pas radicalement, nous saurons prendre d'autres initiatives nationales.

« La CUB est née d'une scission de la CGIL et de la CISL, ainsi que d'organisations de travailleurs constituées spontanément ici ou là. A l'origine, elle a regroupé surtout des ouvriers milanais et des fonctionnaires romains. Aujourd'hui, nous existons dans toutes les régions de l'Italie et avons plus d'une centaine de milliers de militants. Nos principales fédérations sont celles du transport, de l'agroalimentaire, du commerce, de l'école... Nous ne regroupons pas que des travailleurs salariés, ayant ouvert nos rangs à des associations de locataires.

« Nous ne prétendons pas camper sur une position d'isolement. Sur tous les objectifs fondamentaux touchant aux conditions de vie et de travail, nous sommes prêts, chaque fois que cela sera possible, à rechercher des convergences avec d'autres mouvements et organisations. Mais cela ne sera effectif que dans la clarté, sur la base d'une plate-forme engageant véritablement ses signataires. Non par les pratiques du « consociativismo », mais sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. »

Propos recueillis par
JEAN CHATAIN

DÉFENSE DU GOUVERNEMENT BERLUSCONI

Sans aucun doute les travailleurs de la Fiat doivent en avoir plus qu'assez des *"sénateurs"*. Mais quelle exploitation font de ce sentiment les *"responsables syndicaux"* dont parle *"L'Humanité"*, qui sont (ce que *"L'Humanité"* omet de dire) des militants de *"Refondation Communiste"* ? Sous des formations gauchistes, ils s'efforcent d'utiliser la haine des travailleurs à l'égard des appareils contre le mouvement général de la classe ouvrière, contre la lutte pour le Front unique des organisations ouvrières, ils visent à la dispersion, à des mouvements "avant-gardistes". Que tracent-ils comme perspective ? *"Si la politique gouvernementale ne change par radicalement, nous saurons prendre d'autres initiatives nationales"*. Ainsi la politique du gouvernement Berlusconi pourrait *"changer radicalement"* et donc celui-ci devenir un

"bon" gouvernement ! N'est-ce pas là une politique de défense de ce gouvernement, s'opposant au mouvement pour le chasser ? En fait, ces "syndicalistes" confortent l'action des appareils syndicaux et des partis ouvriers dégénérés et traîtres en avant recours au "gauchisme".

ANNULATION DE LA GREVE GÉNÉRALE PRÉVUE POUR LE 2 DÉCEMBRE

La volonté de combattre jusqu'à la victoire contre le budget Berlusconi, contre son gouvernement, d'engager la grève générale, n'a cessé de s'affirmer. Une fois encore, et à leur corps défendant, les appareils syndicaux ont dû bouger, ou faire mine de bouger, de répondre à la volonté de combat du prolétariat et de la jeunesse. Le mardi 15 novembre les trois centrales syndicales ont appelé à la grève générale... le 2 décembre (à noter : que le 2 décembre tombait un vendredi, veille de week-end et que l'appel à la grève était limité à 8 heures). Les dirigeants syndicaux se sont donné du temps... pour «négocier». Le même jour ils demandaient au président du Conseil de les recevoir, ce qu'il a accepté.

«L'Humanité» du 16 novembre écrivait : *«Les syndicats réclament une négociation sur le contenu de la réforme des retraites incluse dans le projet de budget 1995.»* Pour eux il n'est même pas question de rejeter la *«réforme des retraites»*. Ils en admettent le principe. Quant aux nouvelles atteintes au droit à la santé que comporte le projet de Berlusconi, elles sont passées aux profits et pertes. Mais la grève générale prévue pour le 2 décembre est redoutée. Malgré les limitations décidées par les appareils, elle peut être le point de départ d'un véritable raz-de-marée contre le patronat et le gouvernement : *«Le Patronat a exprimé son «fort désaccord» avec la décision des syndicats de proclamer une grève générale le 2 décembre prochain.»*

> *«"Cette initiative frappe l'activité productive et les entreprises engagées en cette période dans la relance de leur développement" a indiqué un communiqué de la Confindustria, organisation du patronat italien.»*

«Libération» du 2 décembre informait :

> *«Après une négociation marathon de vingt et une heures, gouvernement et syndicats sont parvenus hier matin à un accord sur la loi de finances pour 1995 et la révision du régime de retraite. La grève générale de 8 heures annoncée pour aujourd'hui a été révoquée.»*

LE «COMPROMIS»

Selon *«Le Monde»* du 3 décembre le contenu du «compromis» gouvernement Berlusconi-dirigeants des centrales syndicales serait le suivant : déjà le gouvernement avait eu des *«premiers accrochages à la Chambre.* (Cependant) *la Loi de Finances est passée mais avec un forcing du gouvernement. Après maints amendements, qu'en est-il resté ? Uniquement les réformes accélérant la remontée de l'âge de la retraite, le gel des retraites anticipées, mais réduit au premier juillet 1995 et les fameux 3% de pénalisation pour tout départ anticipé. Nouveau changement le 1er décembre après les discussions avec les syndicats : la refonte des retraites, dissociée de la Loi de Finances, fera l'objet d'un projet de loi séparé à discuter avant le 30 juin 1995, date à laquelle le «gel» des retraites anticipées devra prendre fin. En échange, le gouvernement qui voit «de facto» acceptée par les syndicats l'idée d'une réforme de fond des retraites renonce à la pénalisation des 3%. Un compromis raisonnable en somme.»*

Le gouvernement maintient le «gel» des retraites anticipées jusqu'en juillet 1995. Quant au reste tout est différé jusqu'au vote d'une loi par le parlement, loi qui aura été élaborée en commun par les dirigeants des confédérations et le gouvernement. Elle devra être élaborée suffisamment à temps pour entrer en application le 1er juillet 1995. Est officialisée la nécessité de réformer, plus encore que cela a déjà été fait, avec la participation des syndicats, le régime des retraites. Quant aux nouvelles atteintes aux dépenses de santé il n'en a pas été question.

D'après *«L'Humanité»* du 2 décembre :

> *«Au début de l'après-midi le président du Conseil italien confirmait, exprimant sa «satisfaction» après la signature avec les syndicats d'un accord sur la réforme des retraites, qui serait déconnectée du projet de Loi de Finances.* «La guerre des retraites est finie, désormais nous commençons à travailler sur la réforme des retraites.» *a-t-il dit, se félicitant que les partenaires sociaux aient fait* «beaucoup de pas en avant» *dans le sens imposé par les réalités, c'est-à-dire de "la rigueur".*
>
> *«Le gouvernement a donné* «un signal clair» *au monde financier, lors de ces négociations, de sa volonté de poursuivre l'assainissement des finances publiques, a-t-il ajouté au cours de la conférence de presse.* «Nous sommes restés fidèles à notre engagement de rigueur» *a-t-il insisté, et le niveau des économies budgétaires est resté celui prévu avant les négociations, c'est-à-dire 50 000 milliards de lires (environ 166 milliards de francs). Enfin il martelait cette phrase :* «le droit à la retraite était devenu une illusion».»

La bourgeoisie a obtenu beaucoup plus encore : que le gouvernement Berlusconi ne s'effondre pas sous les coups du mouvement des masses laborieuses et de la jeunesse, de la grève générale, de gigantesques manifestations, ce qui aurait ouvert une situation révolutionnaire.

—◆—

— Troisième partie —

LE POUVOIR BOURGEOIS ET SES SOUTIENS

LA POURRITURE ÉTALÉE AU GRAND JOUR

En septembre et octobre 1992 de puissants mouvements de masse avaient également eu lieu contre le «plan de redressement économique et social» du gouvernement du «socialiste» Giuliano Amato et contre ce gouvernement. Après avoir été bousculés au cours de grandes et tumultueuses manifestations, par de multiples manœuvres les dirigeants des centrales syndicales étaient parvenus à mener ce mouvement à l'impasse et à le liquider. Finalement ils avaient signé un accord avec le gouvernement modifiant à peine le plan initial que le parlement adoptait en même temps qu'il adoptait le budget 1993. Le gouvernement Amato sortait victorieux de l'épreuve. En décembre 1994 en dépit de l'accord de trahison signé le 1er décembre le gouvernement Berlusconi a dû démissionner le 23 décembre. Ce n'est pas la même chose.

Il est mort englué dans les scandales financiers. Le 17 février 1992 le juge Antonio Di Pietro faisait arrêter le «socialiste» Mario Chiesa directeur d'une importante institution de soins aux personne âgées, pour avoir reçu des pots-de-vins. Ce fut le début de l'opération dite *«mains propres»*. Les 5 et 6 avril les élections législatives ont été une très dure défaite pour la démocratie-chrétienne au pouvoir depuis 1946 et ont marqué un important recul de l'ex-PCI devenu en 1991 «Parti de la Gauche Démocratique» (PDS), tandis que la Ligue Lombarde (qui deviendra la Ligue du Nord) effectuait une percée en Lombardie. Il fallut 16 tours de scrutin et l'assassinat le 23 mai 1992 à Palerme du juge anti-mafia Giovanni Falcone pour que soit élu le nouveau président de la République le démocrate-chrétien Oscar Luigi Scalfaro. C'est seulement le 28 juin 1992 que le nouveau président du Conseil Giuliano Amato a fini de former son gouvernement.

L'opération «mains propres» n'a cessé de prendre de l'ampleur. En 1993 des magnats de la finance et de l'industrie ont été arrêtés ou poursuivis : Gabriel Cagliari président de l'INE, Francesco Paolo Matïoli un des dirigeants de la Fiat, Carlo Benedetti président d'Olivetti. Cette même année des enquêtes judiciaires étaient ouvertes contre les deux derniers maires «socialistes» de Milan. Bettino Craxi ancien président du Conseil «socialiste», Giulio Andreotti plusieurs fois chef du gouvernement et monument de la démocratie-chrétienne ont été inculpés de complicité avec la mafia. L'ex-PCI a été accusé d'avoir reçu des pots-de-vin. A Naples l'ancien ministre de la santé a été interpellé pour avoir touché de l'argent sur la diffusion de spots télévisés contre le sida. De hauts magistrats, comme Diego Curto, vice-président du tribunal civil de Naples, ont été emprisonnés. D'autres encore. Des journalistes ont été mis en cause. Des arrestations de chefs importants de la mafia ont été opérées : Toto Riina qui a été qualifié de «responsable suprême» ; Benetto Graviano patron d'un des quartiers les plus pauvres de Palerme. En un an, d'août 1992 à août 1993, cent onze mille personnes ont été arrêtées. (D'après l'*«Encyclopedia Universalis»* 1994)

Au début de 1993 l'ancien député de la démocratie-chrétienne Mario Segni a initié une pétition nationale pour qu'intervienne une réforme politique portant principalement sur la modification du système électoral. Les 18 et 19 avril par référendum cette initiative a été approuvée : précédemment les députés et les sénateurs étaient élus à la proportionnelle ; désormais 75% des sénateurs seront élus au scrutin de liste à un tour. Les 3 et 4 août le Sénat et la Chambre ont décidé que ce serait également le cas pour les députés.

DÉMISSION DU GOUVERNEMENT BERLUSCONI

A la suite du référendum des 18 et 19 avril 1993, le président de la République a désigné le 26 avril un nouveau président du Conseil : le gouverneur de la Banque d'Italie, Aziglio Ciampi. Les 6 et 20 juin, aux élections municipales, socialistes et démocrates-chrétiens ont subi une grave défaite tandis que la Ligue du Nord à Milan et le PDS à Turin remportaient de brillants succès. Le gouvernement Ciampi a poursuivi la politique d'agression contre le prolétariat. Enfin ce furent la dissolution de la Chambre et les élections de mars 1994, la victoire électorale du «Pôle des libertés», la constitution du gouvernement Berlusconi.

Mais, ainsi que cela a été dit plus haut, Berlusconi a été rapidement pris dans les rets de l'opération «mains propres». Le 22 novembre le parquet de Milan a informé Berlusconi qu'il faisait l'objet d'une poursuite judiciaire. Trois sociétés de la Fininvest ont été accusées d'avoir versé 330 millions de lires à des agents de la brigade financière pour qu'ils «assouplissent» leur contrôle financier sur elles. La lutte entre le président du Conseil et le juge Antonio Di Pietro s'est intensifiée. Le 6 décembre ce dernier a démissionné de la présidence de la commission qui mène l'opération «mains propres». Une semaine plus tôt une partie des enquêtes que menait cette commission lui avait été retirée et transférée à la Cour de Brescia, cela à la suite d'une décision de la Cour de Cassation.

Néanmoins le 13 décembre des magistrats ont interrogé pendant sept heures le président du Conseil, sur une tentative de corruption d'agents de la brigade financière. Ce n'est pas un événement politique mineur. Il montre la profondeur du chancre de la corruption, des prévarications de l'Etat, des instruments politiques bourgeois en Italie. L'implication directe de Berlusconi a contribué à faire chuter son gouvernement. Le jour même où il démissionnait de la présidence du Conseil son frère inculpé en juillet, pour des affaires du même ordre (voir plus haut), était condamné à 7 mois de prison avec sursis et à 10 millions d'amende.

C'est immédiatement à la suite de l'explosion de la coalition dite du «Pôle des libertés» que le gouvernement Berlusconi a démissionné. Dès que cette coalition a accédé au pouvoir elle s'est profondément fissurée. «Forza Italia» est évidemment l'instrument politique du groupe Berlusconi. Umberto Bossi et la «Ligue du Nord» sont liés à des intérêts du capital d'origine lombarde. Les «affaires», la pratique gouvernementale de Berlusconi ont exacerbé les antagonismes au sein de la

coalition gouvernementale. Mais surtout le puissant mouvement du prolétariat italien, la capacité de combat dont il vient de faire preuve ont ébranlé et fait vaciller le gouvernement Berlusconi.

BERLUSCONI NE RENONCE PAS

Démissionnaire Berlusconi n'a pas renoncé. Il a accusé la direction de la «Ligue du Nord», dont quatre ministres venaient de démissionner de son gouvernement et dont le groupe parlementaire avait déposé une «motion de censure», de *«trahison»*. Il a réclamé au président de la République qu'il dissolve le parlement et qu'il y ait immédiatement des élections anticipées. En attendant la formation d'un autre gouvernement, si c'est possible, il reste au pouvoir. S'il n'était pas possible de former un nouveau gouvernement et que le parlement soit dissous, c'est Berlusconi qui organiserait les nouvelles élections.

Le président de la République semble s'orienter vers la tentative de former une nouvelle majorité et un autre gouvernement dont l'une des tâches serait d'étendre à 100% l'élection des parlementaires au scrutin uninominal à un tour. Une autre majorité parlementaire peut-elle se former, sans qu'il y ait de nouvelles élections ? A la Chambre la majorité se composait des 117 députés de la Ligue du Nord, des 112 de Forza Italia, des 27 du Centre Chrétien-Démocrate, des 109 de l'Alliance Nationale (total : 365). Les partis «d'opposition» comptaient : 41 députés de Reconstruction Communiste, 114 du PDS, 8 du RETE (le mouvement anti-mafia de Palerme), 11 Verts, 15 du PSI, 18 de l'Alliance Démocratique, 33 du Parti Populaire Italien (anciens démocrates-chrétiens), 13 d'un regroupement derrière Paulo Segni, issus aussi de la DC. (total : 253). La majorité absolue est de 316 députés. Pour qu'il y ait nouvelle majorité il faudrait qu'au moins 66 députés de la Ligue du Nord, qui est en train de se casser, y participent. Ce serait une invraisemblable et inviable «combinazzione».

INTERVIEW D'ALEMA AU «MONDE»

C'est pourtant vers cette solution que le PDS prétend s'orienter. Au lendemain de la défaite qu'il a subie aux élections de mars 1994 le PDS a écarté de sa direction Occhetto en expiation de cette défaite. Pour ces élections le PDS avait constitué, en opposition au «Pôle des libertés», le «Pôle progressiste» composé de 14 formations débris de l'ancienne DC, de courants bourgeois et petits-bourgeois et aussi de Refondation Communiste. Massimo d'Alema, politicien encore jeune mais vieil apparatchik, a succédé à Occhetto dont précédemment il était le second. Dans une interview accordée au *«Monde»* du 21 juillet, il expliquait :

> *«C'est certain nous devrons revenir sur les raisons de notre défaite. En deux mots, notre proposition de gouvernement n'a pas paru suffisamment crédible, ou elle a semblé trop axée sur une logique purement de gauche. Alors que Berlusconi est arrivé à attirer vers la droite une bonne part des électeurs socialistes et démocrates-chrétiens qui étaient avec la vieille majorité, nous nous n'avons pas réussi à nous entendre avec la partie, disons la plus démocratique de l'ancien monde politique.*
>
> *«Résultat : face à l'alliance centre-droite de Berlusconi, le centre démocratique et la gauche se sont présentés en ordre dispersé. Eux ont recueillis : 16,5 millions de voix, nous 20 millions mais en plusieurs morceaux, et nous avons perdu : c'est la loi du système majoritaire. Quelles alliances ? Ce sera une des questions à débattre au Congrès* (janvier 1995 - NDLR). *Nous l'avons dit clairement, les progressistes doivent s'allier avec les forces démocratiques du centre quitte à définir ensuite contenu et modalités.*
>
> *«Que faire de Rifondazione Communista ? C'est à eux d'en décider, de faire leurs estimations. Pas d'exclusion, bien sûr à priori, mais s'ils ne veulent pas suivre nous irons sans eux. L'idée est de réussir un grand regroupement de forces progressistes et de proposer un candidat pour le gouvernement qui ne soit pas seulement l'expression des forces de gauche et certainement pas le secrétaire d'un parti, une erreur que nous avons commise et payée aux législatives. Ce pourrait être une personnalité plus large choisie par exemple après des "primaires".»*

Et d'Alema explique qui selon lui pourrait entrer dans cette sainte alliance :

> *«Je pense au Parti populaire italien (PPI) l'ancienne minorité de la démocratie-chrétienne, tandis que Forza Italia est le véritable héritier du bloc de pouvoir qu'avait la DC ; je pense aussi au pacte de Mario Segni et à tous ces intellectuels et laïcs catholiques.»*

L'interviewer pose à d'Alema la question suivante :

> *«La Ligue (du Nord) bien qu'appartenant à la majorité, n'est-elle pas un allié, peut-être contre nature mais possible pour la gauche ?»*

Il répond :

> *«Des alliances stratégiques avec elles sont impossibles.»* Ah mais. Cependant cela c'est *«dans la situation présente»*. Toutefois *«des ententes tactiques sont possibles avec la Ligue à l'occasion - pourquoi pas ? - si les règles du jeu nous conviennent. De toute façon nous rechercherons une ample convergence parlementaire, alors nous devons prêter une attention particulière à l'évolution de la Ligue.»*

LE «PDS» TOUJOURS PLUS LOIN

Maintenant le PDS et d'Alema vont plus loin encore. «*Le Monde*» du 22 décembre publie des «propos recueillis» par M.C.D.

> *«Massimo d'Alema convient que l'échec de la coalition "laisse le pays sans majorité politique alternative" et que pour en dégager une il faudra provoquer de*

nouvelles élections. "Mais avant de retourner aux urnes, ajoute-t-il, constituons un gouvernement de "trêve" détaché des partis politiques pour effectuer des réformes". Il pense qu'un tel gouvernement pourrait se donner un an et il n'en exclut pas le parti du président du Conseil : J'«espère qu'il comprendra Forza Italia, qui après tout, peut sortir de sa position radicale et venir donner un coup de main : quand on refait les règles du jeu, le parti le plus important ne peut être exclu. Déjà entre la Ligue (du Nord), le PPI et nous, même s'il ne s'agit pas de faire une majorité à trois, et si chacun reste autonome, il y a de sérieuses convergences : fédéralisme, réforme électorale à deux tours, antitrust. Nous nous sommes même retrouvés sur certaines positions durant les discussions budgétaires. Que tous ceux qui veulent donner un coup de main le fassent, de Rifondazione Communista à Alliance Nationale, pourvu que nous soyons d'accord sur le fond».»

LE «PSI» ET «REFONDATION COMMUNISTE»

Le Parti socialiste italien est réduit à une force politique de troisième ordre. Des décennies de participation à des gouvernements que dirigeait la démocratie-chrétienne, ou de direction de gouvernements auxquels participait la démocratie-chrétienne, les scandales financiers, la corruption l'ont discrédité. Sa politique d'adaptation aux circonstances l'aligne, y compris lorsqu'il se classe dans l'opposition, sur la défense des intérêts du capitalisme italien. Il est prêt à prendre sa place dans toute combinazzione qui serait nécessaire pour assurer une transition vers de nouvelles élections législatives.

«Refondation communiste» s'est constituée il y a quatre ans, au moment où le PCI s'est transformé en PDS. Une partie de l'ancien appareil du PCI et une couche importante de militants n'a pas accepté cette transformation. Ils se sont regroupés pour fonder «Reconstruction communiste». De nombreux groupes, plus ou moins gauchistes, ont rejoint la nouvelle organisation. Mais elle se situe entièrement dans la tradition de l'appareil stalinien italien. Nous avons déjà vu comment au cours du mouvement d'octobre-novembre des militants en utilisant quelquefois des formes gauchistes ont contribué à multiplier la confusion, à diviser autant que cela fut possible, à lui boucher toute perspective. "Reconstruction communiste" a, aux élections législatives de mars 1994, participé au «Pôle progressiste». Le PDS l'invite à s'insérer dans la combinaison que propose d'Alema. De façon constante R.C. se situe en flanc-garde «gauche», critique ou non de la politique du PDS. Cette fois elle revendique, comme Berlusconi, la dissolution immédiate du parlement.

Ce simple rappel de l'orientation, des prises de position, de l'action politique des partis et organisations politiques d'origine ouvrière, complète ce qui a été dit sur la politique qu'ont suivie les dirigeants des centrales syndicales avant, pendant et en conclusion du mouvement d'octobre-novembre. Toutes les organisations politiques, les partis ouvriers sont étroitement liés à la bourgeoisie italienne ainsi que le sont les appareils syndicaux. Ce n'est pas nouveau, ni propre à l'Italie, mais dans ce pays c'est particulièrement ouvert et cynique.

—◆—

— Quatrième partie —

LA QUESTION DU POUVOIR

POINT SUR L'ÉCONOMIE ITALIENNE

Selon les dernières indications l'état de l'économie capitaliste italienne s'améliorerait : le PIB après avoir diminué de 0,7% en 1993, croîtrait de 2% en 1994 et de 2,6% en 1995 ; les exportations dopées par la dépréciation de la lire ont augmenté de 10% en 1993 et encore de 10% en 1994 ; le solde de la balance commerciale serait passé de plus 32,5 milliards de dollars en 1993 à plus 39 milliards en 1994 ; pour la première fois depuis des années, en 1993, la balance des paiements courants aurait enregistré un important excédent. Ce ne sont que quelques données et l'ensemble reste fragile.

Ainsi au cours des onze premiers mois de 1994 la balance des comptes courants a été déficitaire de 4338 milliards de lires (14 milliards de francs) alors qu'à l'issue des onze premiers mois de 1993 elle avait été excédentaire de 4454 milliards de lires. La balance des mouvements de capitaux a eu un solde négatif de 17192 milliards de lires (56 milliards de francs) pendant les onze premiers mois de 1994, contre un solde positif de 27369 milliards de lires (90 milliards de francs) pour les onze premiers mois de 1993. Pendant la «récession» l'investissement a diminué de 11% ; 1,2 millions d'emplois ont été liquidés ; le taux de chômage a atteint 11,6% de la population active. Va de pair le déficit des finances publiques déjà évoqué. Depuis mars les cours en Bourse ont chuté de 28%. Quant à la lire en deux ans elle a perdu 25% par rapport au mark.

L'économie italienne est loin de remplir les critères, prévus à Maastricht, pour pouvoir participer à une éventuelle monnaie commune européenne et il est exclu que l'Italie participe au *«noyau dur»* que l'impérialisme allemand voudrait former. En dépit de l'offensive débridée contre le pouvoir d'achat, les conquêtes du prolétariat et la jeunesse et cela conformément aux directives de la commission européenne, la bourgeoisie italienne ne parvient pas à surmonter son handicap.

UNE LOURDE HÉRÉDITÉ

Le capitalisme italien se situe au quatrième ou cinquième rang des puissances économiques mondiales. La référence au PNB est insuffisante, mais elle donne une indication. En 1992 il s'est élevé à 1186,57 milliards de dollars (1846,06 en Allemagne, 1278,65 en France, 1024,77 en Angleterre). Le PNB par habitant a atteint 20510 dollars (23030 en Allemagne, 22300 en France, 17660 en Angleterre).C'est donc une grande puissance capitaliste extrêmement dépendante de l'Union européenne, du marché mondial, de la division internationale et de la conjoncture économique internationale. Cette dépendance se conjugue, fait ressortir et accentue les contradictions et faiblesses intrinsèques de l'économie capitaliste italienne et auxquelles il lui est impossible d'échapper

La bourgeoisie, le capitalisme italiens souffrent d'une lourde hérédité. L'unité italienne, la constitution de l'Etat bourgeois italien, ont résulté d'une sorte de synthèse entre la bourgeoisie du Nord, la maison de Savoie, l'aristocratie du Sud, sans oublier l'«apport» de l'Église. Par suite se sont accentuées les inégalités de développements économiques et sociaux entre le nord, le centre et le sud. De même la forme de l'Etat, le cours de la lutte des classes ont été profondément influencés par la façon dont s'est réalisée l'unité de l'Italie. En même temps s'est formé un puissant prolétariat, concentré surtout au nord qui, dans le cadre de l'époque impérialiste, époque des guerres et des révolutions, de la révolution prolétarienne, a engagé de puissants mouvements révolutionnaires.

1943-45 : DES ANNÉES CHARNIERES

En 1943-45 une vague révolutionnaire a déferlé. En conséquence, à la suite de l'effondrement du régime fasciste, de la défaite militaire, l'Etat bourgeois italien s'est écroulé. Le corset des organisations ouvrières dégénérées et traîtres (PSI, PCI, appareils syndicaux) lui ont permis de se reconstruire, la démocratie-chrétienne lui servant de colonne vertébrale, l'Église de centre nerveux (voir l'article : *«Aperçu sur la crise italienne»* CPS n°45, décembre 1992, page 26).

La bourgeoisie comme classe, l'Etat bourgeois sont gangrenés jusqu'au cœur. La «mafia» est une des manifestations de cet état de choses que les scandales politico-financiers de ces dernières années ont illustré. La «mafia» est d'ailleurs un produit de l'histoire des classes dominantes italiennes. Elle a reçu une puissante impulsion du fait qu'en 1943 l'armée américaine débarquant en Sicile et au Sud de l'Italie l'a beaucoup utilisée.

Au cours des cinquante années qui ont suivi la guerre tous les partis gouvernementaux se sont totalement corrompus. Le moment est arrivé où le principal parti bourgeois la DC et ses alliés, dont le PSI, minés par leur politique, déconsidérés par leurs prévarications, se sont effondrés. Situation originale : la représentation politique traditionnelle depuis cinquante ans s'est volatilisée ou presque.

Le capital italien a dû avoir recours à des organisations et partis de substitution. La «Ligue du Nord» a été formée le 12 avril 1984 sur une orientation fédéraliste, contre les *«voleurs de Rome»*, le centre et le sud de l'Italie étant censés «piller» le nord. Son ascension politique a commencé au moment des élections locales de 1992. L'«Alliance Nationale» est composée essentiellement du «Mouvement Social Italien» (MSI) qui se réclamait du fascisme, de Mussolini. Il ne faut pourtant pas confondre : l' «Alliance Nationale» est ultra nationaliste, réactionnaire; jusqu'à la moelle, mais elle ne dispose pas de troupes de choc capables de briser le mouvement ouvrier. Depuis la fin de la guerre mondiale le MSI n'avait joué qu'un rôle politique de troisième ordre. En se transformant en «Alliance Nationale» il a répudié une grande partie de l'héritage politique de Mussolini. Ce n'est qu'à partir des élections municipales de 1992 que l'«Alliance Nationale» a obtenu des succès politiques d'envergure. «Forza Italia» l'organisation que Silvio Berlusconi a formée est née le 25 novembre 1993. Elle compterait, d'après ses promoteurs, 14800 clubs locaux.

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT BERLUSCONI ?

Silvio Berlusconi déstabilisé à la fin novembre, redoutant la grève générale et ses prolongements possibles, n'a pas été balayé par le mouvement des masses grâce aux directions syndicales. Va-t-il réussir à se restabiliser et à réaliser l'opération qu'il a projetée, à savoir la dissolution du parlement et de nouvelles élections à la Chambre et au Sénat. Aux élections municipales partielles du 20 novembre 1994 «Forza Italia» n'a obtenu que 8,4 % des suffrages exprimés, l'«Alliance Nationale» 12,8 %, la «Ligue du Nord» 4,5 %, le centre chrétien-démocrate 4,6 %, autres listes 4 % (il s'agit des partis ayant été membres du gouvernement Berlusconi). Mais le 16 décembre un journal milanais, plus ou moins contrôlé par Berlusconi, «EL GIORNAL», a publié un sondage selon lequel «Forza Italia» obtiendrait à des élections législatives 27,4% des suffrages exprimés, l'«Alliance Nationale» 15,3%, la «Ligue du Nord» 5,2%. Les masses n'ayant pu l'emporter et chasser, par leur mouvement d'octobre, le gouvernement Berlusconi, il serait étonnant qu'elles l'emportent sur le terrain électoral, d'autant plus que la politique du «PDS», du «PS», de «Refondation communiste» revient à effacer, autant que faire se peut, sur ce terrain les frontières de classes, qu'ils prônent «l'union de la gauche», sinon «l'union nationale».

Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie, le capital italiens, comme d'autres bourgeoisies, d'autres capitalismes européens, mais plus encore, n'ont la maîtrise du pouvoir que pour autant que les organisations et partis ouvriers dégénérés et traîtres, les appareils syndicaux les confortent, les protègent, se font leurs instruments contre le prolétariat et la jeunesse. Mais ce prolétariat, cette jeunesse ont derrière eux toute une histoire, toute une tradition de lutte, de combat, sont une puissance, qui déferle lorsque des conditions le leur permettent : septembre-octobre 1992, octobre-novembre 1994. Grâce aux partis ouvriers dégénérés et traîtres, aux appareils syndicaux le flot a fini par refluer, la bourgeoisie a atteint ses objectifs économiques. Mais le prolétariat et la jeunesse ont gardé leurs immenses capacités de combat. Et c'est sur leur initiative, leur spontanéité qu'une politique prolétarienne doit être fondée.

Comme c'est le cas dans nombre de pays, certaines attaques de la bourgeoisie italienne catalysent le prolétariat et la jeunesse

qui se rassemblent, surgissent et engagent à nouveau le combat. Avec toutes les limites qu'implique une comparaison, cela ressemble à l'activité de volcans qui entrent en éruption, se calment et, sans qu'on puisse prévoir strictement quand, entrent à nouveau en éruption.

Mais pour le prolétariat italien, les masses exploitées, la jeunesse dans le cadre du régime capitaliste il n'y a pas d'autre avenir qu'une remise en cause, qu'une liquidation, de ce qu'ils ont conquis par leur lutte de classe, il n'y a que le chômage, la misère, la dégradation. La seule solution c'est l'expropriation du capital, la planification de l'économie sous contrôle ouvrier pour répondre aux immenses besoins des masses. Toute lutte d'envergure pour d'importantes revendications, pour la défense de leur pouvoir d'achat, de leurs conditions de travail et d'existence, à fortiori contre le chômage, la misère, la déchéance pose ces problèmes et par conséquent celui de la lutte pour le pouvoir.

La spontanéité n'y suffira pas. Il faut la nourrir, l'enrichir, faire surgir pour et dans le combat une claire conscience politique. D'autant que pour le prolétariat il n'y a de solution que politique, qu'au niveau du pouvoir. Le prolétariat ne peut compter sur la génération spontanée d'un parti ouvrier révolutionnaire et se passer, comme par enchantement, des vieilles organisations ouvrières, si pourries et traîtres soient-elles, la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe ne pouvant résulter d'un miracle. Sauf à cesser de combattre, le prolétariat, la jeunesse auront nécessairement à nouveau recours à ces organisations.

PRÉPARER LES FUTURS, INÉVITABLES ET NÉCESSAIRES COMBATS

Préparer les futurs, inévitables et nécessaires combats du prolétariat et de la jeunesse implique d'adresser au «PDS», au «PS», à «Refondation communiste» les revendications : rompez avec la bourgeoisie, les partis bourgeois, ses hommes politiques ; réalisez le Front unique sur tous les aspects de la lutte de classe du prolétariat et de la jeunesse.
Ils n'obéiront pas à cette revendication, ils ne réaliseront pas ipso-facto le Front unique des partis ouvriers contre les partis bourgeois. De toute façon la politique que pratiquent ces partis et organisations a accumulé parmi les masses scepticisme et amertume à leur égard, ce qui ne peut disparaître instantanément et leur permettre de gagner d'éventuelles élections. Enfin ni le PDS, ni le PSI, ni Refondation communiste n'abandonneront sur le fond la politique qui correspond à leur nature d'organisations ouvrières dégénérées et traîtres. Mais l'action politique sur cet axe - rupture avec la bourgeoisie, Front unique des organisations ouvrières contre elle, sa politique, ses gouvernements, pour un gouvernement de ce Front unique sans ministres membres des organisations et partis bourgeois - contribue à ouvrir une voie au prolétariat et à la jeunesse, à les dresser, à les organiser pour imposer ce qui correspond à leurs besoins et aspirations.
Cette orientation est une ligne d'affrontement contre les organisations ouvrières dégénérées et traîtres. Il est d'ailleurs possible que celles-ci soient contraintes de faire des pas vers la rupture avec la bourgeoisie, le Front unique, sans aller jusqu'au bout : un gouvernement du Front unique. En tout cas dans cet affrontement le processus de reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, de la prise du pouvoir par un gouvernement ouvrier peut s'engager et corrélativement, ce qui est décisif, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Naturellement le prolétariat italien, comme tous les autres prolétariats, ne pourra prendre le pouvoir, réaliser ses tâches historiques sans que se forme, grandisse un tel parti jusqu'à devenir sa direction politique.

Bien sûr ce qui vaut pour les organisations et partis ouvriers dégénérés et traîtres, vaut pour les appareils syndicaux avec la complication que la centrale chrétienne italienne n'est pas au sens réel des mots une centrale syndicale ouvrière. Les événements permettront de le faire ressortir

En Italie sont concentrés l'essentiel des problèmes auxquels les prolétariats de nombreux pays d'Europe ont à répondre. Mais peut-être est-ce plus net et plus brutal qu'ailleurs.

Le 16 décembre 1994.

ADDITIF

Le 22 décembre 1994 Berlusconi a remis sa démission de président du Conseil au président de la République Scalfaro. Après avoir repoussé la dissolution immédiate du parlement celui-ci a désigné, le 19 janvier Lamberto Dini pour former un nouveau gouvernement. Comme souvent dans ces cas là il s'agissait d'un "technicien" chargé de former un gouvernement de "techniciens". En fait il s'agit de l'ancien ministre du trésor du gouvernement Berlusconi. A la suite de multiples tractations, le gouvernement Lamberto Dini a été investi à la Chambre et au Sénat. "Le Monde" du 27 janvier 1995 titre : *«Investi par la Chambre, le gouvernement Dini a le soutien des milieux d'affaires italiens»*. Toujours selon "Le Monde" du 27 janvier 1995 :

> *«Après un mois d'incertitudes, l'arrivée aux affaires de cette "équipe particulièrement compétente" devrait consolider la lire et donner un peu de continuité à une reprise économique "forte et significative". M. Abete* (président de la Cofindustria, patronat italien, NDLR) *espère que Lamberto Dini adoptera rapidement les mesures qu'il a définies comme prioritaires, en particulier la réforme du système des retraites. Autres priorités la transparence des appels d'offres publics et la flexibilité du marché du travail, sur lequel il existe depuis juillet 1993 un accord avec les syndicats».*

Autres tâches du gouvernement : les privatisations, la loi électorale, etc... Lamberto Dini a déclaré devant la Chambre : *«Le gouvernement restera en place pour une période relativement brève»*, ce qui laisse entendre qu'ensuite il y aura des élections parlementaires anticipées.

Il bénéficie pour l'instant d'un accord de fait entre organisations et partis parlementaires. Il a obtenu à la Chambre 302 voix pour (Parti populaire, PDS, PS, Ligue du Nord), 39 contre (Refondazione communista), 270 abstentions (Forza Italia, Alliance nationale, centre chrétien démocrate). Au Sénat, le règlement impliquant que toute abstention est décomptée comme un vote contre, les sénateurs de Forza Italia, d'Alliance nationale et du centre chrétien démocrate sont sortis, si bien que le gouvernement Dini a obtenu 191 voix sur 210 présents (effectif total : 326 sénateurs)

SOMMAIRE

Combattre et vaincre le gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur, reste possible 1
Élections présidentielles : conflits dans la "majorité" 1
Les candidatures de De Villiers et Le Pen 1
A couteaux tirés 2
L'impérialisme français en difficulté 2
Échec de l'opération Delors 2
Reprise sous d'autres formes de l'opération Delors 3
Une bataille sordide 4
Adhérents et militants mystifiés 4
Des questions qui se posent 5
Partout, une attaque frontale contre la classe ouvrière 5
Vingt mois d'offensive contre la classe ouvrière 6
Le rapport Minc, programme d'action de la bourgeoisie 6
Discours de la méthode et expérimentation d'une méthode 7
Expérimentation d'une méthode et expérimentation comme méthode 7
Politique des dirigeants syndicaux 7
Tous unis contre la Sécurité Sociale 8
FO et la Sécurité Sociale 8
On nous communique 10
Nouvelle crise financière au Mexique : craquements dans le système financier international 12
Dévaluation et chute du peso 12
Assistance des USA 12
Retour sur la crise financière de 1982 12
Déjà le SOS impérialiste en 1982 13
Répercussion de la crise financière mexicaine de 1982 13
Cause immédiate de la crise mexicaine actuelle 13
Application au Mexique du plan Brady 13
Nouvel endettement 14
L' "Eldorado" mexicain un calvaire pour les masses 14
Une encre à peine sèche 14
Brésil 14
Argentine 15
Le Mexique 15
Le revers de la médaille 15
Crainte de l'effondrement 15
Instabilité économique et financière, instabilité politique 16
L'inévitable aboutissant 17
Le plan de "sauvetage" du Mexique 17
Ex-Yougoslavie : exacerbation des rivalités interimpérialistes 18
L'accord de juillet 1994 18
Opérations militaires à Bihac 19
Antagonismes interimpérialistes 19
Hésitations américaines 20
Échec de la manœuvre française 21
Un envoyé très spécial 22
Quel avenir pour l'ex-Yougoslavie 22
Nouveaux développements de la crise italienne 23
1ère partie :Berlusconi au pouvoir 23
2ème partie :Le combat du prolétariat italien 26
3ème partie : Le pouvoir bourgeois et ses soutiens 31
4ème partie : La question du pouvoir 33

✂----------

BULLETIN D'ABONNEMENT À *"COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"*
10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ **Prénom :** _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ **LOCALITÉ :** _____

(Écrire en caractère d'imprimerie. Merci)Chèque à établir à l'ordre de : **A.D.M.D.**
Envoyer à : **Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX**

Directeur de la Publication : Stéphane JUST - Commission Paritaire n° 67187 - n° I.S.S.N. : 0763790 X - Imprimerie Spéciale